



LUNDI 7 DÉCEMBRE 2020

VACCIN COVID : ce qui vous sera administré n'est pas un vaccin mais une **thérapie génétique expérimentale**. Vous deviendrez tous des OGM (Organismes Génétiquement Modifiés), comme des légumes.

- ▶ **Arthur Keller ou l'esbrouffe effondrologique** (Nicolas Casaux) p.1
- ▶ **A propos de ces cartes d'identité de vaccin...** (Charles Hugh Smith) p.9
- ▶ **APRÈS LE SUICIDE** (F. Boizard) p.11
- ▶ **Rassurez-vous : le gouvernement s'occupera de votre "hésitation vaccinale"** p.12
- ▶ **Ce que les problèmes du pétrole signifient pour le reste d'entre nous** p.13
- ▶ **60% de réduction des émissions de CO2 d'ici 2030, un objectif totalitaire** (Philippe Herlin) p.19
- ▶ **Seule 1 % de la population mondiale est responsable de la moitié des émissions de l'aviation** p.20
- ▶ **Le transport aérien ne sera plus jamais le même...** p.21
- ▶ **LE « PRODUCTION GAP REPORT »** p.24
- ▶ **Votation suisse = irresponsabilité écologique** (Biosphere) p.26
- ▶ **PAYS HORRIBLE...** (Patrick Reymond) p.27

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Les problèmes économiques actuels ne sont pas dus au Covid-19, mais à un système financier malade et pourri jusqu'à la moelle.** p.29
- ▶ **Trump va-t-il suspendre le processus de désignation du nouveau président ?** (C. Sannat) p.30
- ▶ **Le contraire de l'apocalypse** (Bruno Bertez) p.32
- ▶ **Nouveau président, nouveau gouvernement... et toujours la même histoire** (Bill Bonner) p.34

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

J-P : Rassurez-vous, tous ces gouvernements des pays riches transformeront leurs pays en pays du tier monde. Si vous aimez la pauvreté vous serez servi.

QUI EST NICOLAS CASAUX ?

Nicolas Casaux [modifier | modifier le code]

En 2018, Nicolas Casaux, membre du collectif *Le Partage* et de l'organisation d'écologie radicale internationale *Deep Green Resistance*, qualifie quant à lui la définition de la collapsologie d'« un peu nébuleuse »⁵². Il écrit à propos de cette dernière qu'elle « se caractérise [...] par des perspectives et des analyses parfois contradictoires, ou bien trop limitées⁵². » Selon lui, « le principal problème de la collapsologie relève [...] du narcissisme qu'elle perpétue (l'effondrement comme la catastrophe plutôt que la civilisation industrielle comme la catastrophe)⁵². », et il conclut :

« On ne peut que souhaiter que ses promoteurs éclaircissent leur perspective, qu'ils s'affranchissent des relents toxiques de la culture dominante qui les empêchent de prendre position de manière plus déterminée, qu'ils intègrent la critique sociale à leur analyse, qu'ils adoptent une perspective plus compréhensive, biocentrée ou écocentrée, rejoignant ainsi, sans équivoque, le camp de ceux qui luttent contre la « guerre contre le monde vivant » que mène la civilisation industrielle, selon l'expression de *George Monbiot*⁵². »

DEEP GREEN RESISTANCE

Wikipedia

Deep Green Resistance

Deep Green Resistance



Histoire

Fondation [2011](#)

Deep Green Resistance (**DGR**) est une [organisation écologiste](#) fondée par [Derrick Jensen](#), [Lierre Keith \(en\)](#) et Aric McBay en [2011](#) et prônant des formes d'actions radicales.

Présupposés

Les buts de cette organisation sont la restauration des écosystèmes et **le démantèlement de la civilisation industrielle¹**.

En ce sens, DGR se différencie et émet une vive critique des organisations écologistes traditionnelles^{2,3}. Pour DGR, les organisations écologiques traditionnelles font usage de stratégies qui ne sont pas suffisantes pour **mettre fin à la destruction globalisée des écosystèmes^{4,5}**.

Modes d'action

La perspective Deep Green soutient que la culture dominante, un terme qui englobe toutes les cultures de la civilisation mondialisée, ne subira pas de transformation volontaire vers des modes de vie durable. Cela inclut le rejet d'un éventuel succès d'un changement lent et progressif vers la durabilité. **Les membres du mouvement Deep Green croient que la civilisation industrielle s'effondrera inévitablement. <J-P : alors pourquoi faire des sabotages si la civilisation industrielle se sabote elle-même ?>** Cette idée repose sur des exemples historiques de l'effondrement de grandes civilisations telles que Rome ou la civilisation maya⁶, ainsi que sur des statistiques relatives à la non-durabilité du système actuel⁷. DGR affirme que les êtres humains doivent agir de manière décisive avant l'effondrement afin de garantir une Terre qui reste habitable pour tous les organismes et agir pour construire une société structurée de manière plus durable après l'effondrement. Deep Green Resistance soutient un mouvement de résistance actif dans le but d'accélérer l'effondrement de la civilisation industrielle.

Dans la théorie Deep Green, les changements de mode de vie ou personnels ne sont pas considérés comme des méthodes suffisantes pour créer un changement significatif⁸ **<ou assez rapide ?>**. Le mouvement environnemental traditionnel est perçu comme étant distrait par son accent mis sur les changements de style de vie individuels et les solutions technologiques au lieu de se confronter aux systèmes de pouvoir et de demander des comptes aux individus, aux industries et aux institutions. Les fondateurs du mouvement Deep Green estiment que les solutions technologiques, aussi bien intentionnées soient-elles, ne sont pas satisfaisantes et pourraient même conduire à une destruction écologique accélérée. Les partisans de la

résistance encouragent les stratégies comportant des tactiques allant de la violence (non pas sur des personnes mais sur du matériel) à la non violence⁹. La stratégie décrite par Jensen, McBay et Keith est principalement axée sur le sabotage d'infrastructures, tel que le démantèlement d'un barrage, plutôt que sur toute forme de violence personnelle.

Ce mouvement et l'auteur du livre *Comment la non-violence protège l'État*, [Peter Gelderloos](#), ont été critiqués par [Vincent Cheynet](#) dans la revue [La Décroissance](#) pour leur discours prônant l'utilisation de la force dans les mouvements sociaux⁵.

Les militants font l'objet de surveillance et d'arrestations de la part du [FBI](#)¹⁰.

10 : « Le FBI a enquêté sur des activistes écologistes pour terrorisme intérieur », *Slate*, 24 septembre 2019 ([lire en ligne](#) [[archive](#)]).

Ce que ce texte de wikipedia mentionne c'est que Nicolas Casaux est membre de l'organisation écologique radicale *Deep Green Resistance* (ce que je sais depuis longtemps). En quoi cela consiste-il pour lui et quel est son rôle dans cette organisation ? Je l'ignore et lui-même ne l'explique jamais. Pourtant, il faudrait bien qu'il l'explique afin de rendre ses interventions efficaces, et ce quel que soient ses objectifs (la création de son site internet et son maintien prouvant qu'il désire faire quelque chose).

Cependant, j'approuve totalement ses critiques des « **solutionnistes** », comme Arthur Keller dans l'article suivant, ces gens qui prétendent avoir des solutions aux grands problèmes qui accablent l'humanité, tel que :

- l'épuisement des ressources énergétiques (le pétrole étant en tête de liste)
- le réchauffement climatique
- l'effondrement des milieux naturels
- l'effondrement des populations animales et des insectes, etc.

Le mode de vie de chasseurs-cueilleurs en tant que modèle de mode vie et non en tant que solution à nos grands problèmes civilisationnels ?

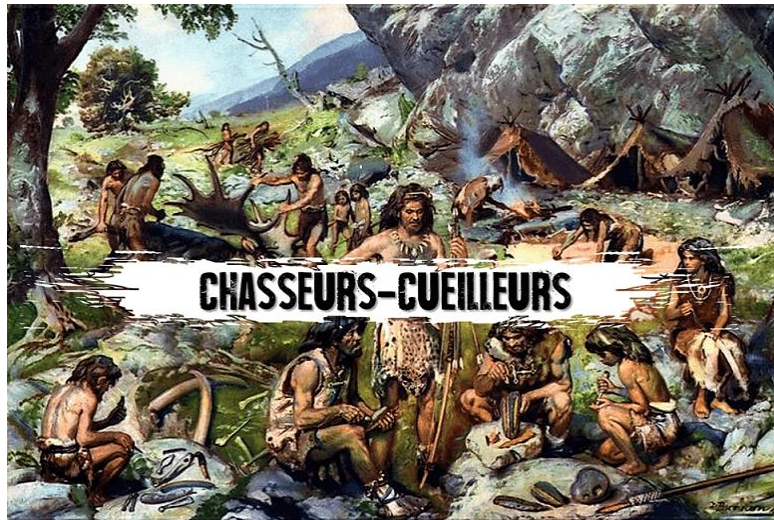
Ce que j'ai pu comprendre, même si cela n'est pas clair dans les textes de Nicolas Casaux, c'est qu'il offre comme modèle de mode de vie le chasseur-cueilleur. Est-ce le mode de vie que nous devrions adopter ? Pourquoi ? Désirons-nous que l'espèce humaine survive à sa propre destruction durant encore des millénaires ? Est-ce le mode de vie le plus durable ?

Est-ce l'objectifs de Deep Green Resistance et de Nicolas Casaux ?

Mettre fin aux avancés scientifiques et aux réponses quelles à trouver sur les phénomènes physiques qui nous englobes ?

Un retour au mode de vie de chasseur-cueilleur est totalement impossible sur une planète comportant maintenant 7,6 milliards d'habitants. Pour qu'un chasseur-cueilleur puisse survivre il faut, pour chaque individu, un territoire de 100 kilomètres carré (10 kilomètres sur 10) de bonnes zones écologiques (100 kilomètres carré dans le désert, sur les océans, sur les terrains rocheux ou en antarctique ça ne fonctionne pas bien). Il faudrait que périsse 7,5 milliards d'êtres humains avant que ce « rêve » ne s'accomplisse.

Personne ne va voter pour un retour au mode de vie de chasseur-cueilleur, même pas Nicolas Casaux lui-même ou les membres de Deep Green Resistance.



*Le mode de vie de **chasseurs-cueilleurs** en tant que **modèle** de mode vie et **non en tant que solution** a nos grands problèmes civilisationnels.*

Dénoncer les « solutionnistes » ?

Nicolas Casaux

P.S. : je n'ai rien à proposer *en alternative* aux élucubrations du Keller. Je ne saurais conseiller « une organisation, une collectivité, une institution, un collectif citoyen, un investisseur, un artiste, un leader, etc. » Je ne suis pas conseiller d'orientation. Je ne cherche aucunement à l'être. Si tout ce qui vous vient en tête à la suite de la lecture de cette note, c'est que je devrais « proposer autre chose », « une alternative », ou que sais-je, alors vous venez de passer à côté de l'essentiel. Si la vacuité et la fatuité d'un Arthur Keller — qui relève d'un foutage de gueule caractérisé vis-à-vis de son audience — ne vous pose aucun problème, alors je ne peux rien pour vous, et vous souhaite une bonne résilience.

Dénoncer les « solutionnistes » c'est ce que je fais avec ce site internet. Il n'y a pas de solutions aux problèmes globaux qui frappent l'humanité actuellement. C'est l'objectif que poursuit Nicolas Casaux, semble-t-il, avec ses textes. Tant que cela en reste là je suis d'accord.

Arthur Keller ou l'esbrouffe effondrologique

Nicolas Casaux Publié le 30 novembre 2020



Pour compléter [la note de Kévin](#), je me propose d'exposer davantage le charlatanisme effondrologique en examinant un de ses thuriféraires les plus en vue.

« Ingénieur en aérospatial de formation », « conférencier, formateur et consultant, analyste des vulnérabilités des sociétés humaines et expert des stratégies de résilience » (ou « spécialiste des limites et vulnérabilités des sociétés humaines et des stratégies de résilience collective »), « systémicien », « expert des récits comme leviers de mobilisation et de transformation », « spécialiste des questions de couplage entre activité économique et impacts écologiques », j'en passe, et des plus amusants, Arthur Keller est une des figures de proue de la collapsologie en France. (Comme on peut le lire sur son (étrangement) élogieuse [page Wikipédia](#) : « Régulièrement sollicité par les médias [c'est, pour l'instant, un peu exagéré, il ne l'est qu'assez sporadiquement], Arthur Keller est amené à s'exprimer sur ses domaines d'expertise, dans la sphère des spécialistes et penseurs qui évaluent le potentiel d'effondrements et préconisent des stratégies face aux risques sociétaux ».)

Fort de ces multiples spécialités, Arthur Keller nous avertit : « nous allons droit vers » un effondrement qui « a commencé depuis longtemps ». Une perspective qu'il précise méticuleusement : « tout ce qu'on peut dire avec rigueur, c'est que l'éventualité d'une panne imminente et subite d'une société est désormais envisageable n'importe quand », cela étant, « un déclin gradué sur des décennies est tout aussi possible ».

Parvenir à des prédictions aussi rigoureuses n'est pas chose facile. Ça ne vient pas tout seul. Elles sont, nous dit Arthur Keller, le fruit « de milliers d'heures de réflexions et d'analyses rigoureuses, systémiques, sans concessions » (formulation qui rappelle celle d'un des fondateurs de l'association Adrastia que Keller administre aujourd'hui, à savoir l'effondrologue [Vincent Mignerot, lequel écrit](#) être modestement parvenu à « un plan cohérent pour comprendre la totalité du monde » au bout de « quantité de nuits blanches et d'abîmes réflexifs, tempérés progressivement par un minutieux travail de remontage »). Cette formidable somme de travail est loin d'être le seul mérite d'Arthur Keller, qui aime se jeter des fleurs : « Je suis relativement peu sujet au déni. » « [...] je me suis sevré de ma prédilection pour les grands voyages. » « J'ai lâché un emploi de manager commercial qui me rapportait près de sept mille euros nets par mois pour un mode de vie largement plus précaire [...]. » « La remise en question ne m'effraie pas [...] je fais partie des exceptions, sur ce plan-là, et m'efforce de cultiver les consonances cognitives. » « J'ai une compréhension suffisamment profonde dans plein de domaines différents qui me permettent d'en tirer une synthèse cohérente, avec rigueur. »

C'est ainsi qu'Arthur Keller nous « livre une synthèse pluridisciplinaire de ce qu'on peut faire à tout niveau, qu'on soit une organisation, une collectivité, une institution, un collectif citoyen, un investisseur, un artiste, un leader, etc. », en explorant « tous ces champs simultanément pour créer des stratégies systémiques cohérentes et inspirantes ». C'est ainsi qu'il « fabrique activement des espoirs réalistes aux conséquences saines », qu'il se « mobilise [...] pour la fondation d'une nouvelle génération de sociétés ». Et notamment en racontant des

histoires. Car Arthur Keller était auparavant « formateur et consultant en communication et *storytelling* » — c'est-à-dire que le monde de l'entreprise (et de la propagande renommée « relations publiques ») lui a appris à parler aux gens. Il sait s'y prendre avec eux : tout d'abord, il faut « amener les gens à digérer, à métaboliser quelques prises de conscience à leur portée afin qu'ils puissent se défaire de leurs idées préconçues et de leurs espoirs irrationnels sur un certain nombre de plans ; il faut ensuite les équiper d'idées et d'outils pour inspirer des passages à l'action constructifs ; puis il faut, pas à pas, sursaut par sursaut, guider les esprits vers des perspectives plus mûres, plus dures. »

De son propre aveu, il se rattache au courant transitionniste de Rob Hopkins. Son analyse de ce qui pose problème et **des solutions** pour y remédier sont effectivement aussi vagues et/ou absurdes que celles de Rob Hopkins. Selon Keller, nous devrions « repenser notre place dans la nature », « c'est le comportement même des hommes vis-à-vis de la nature, de ses ressources et de ce qui y vit qu'il faut réformer », il nous faudrait « de grandes mobilisations citoyennes de préservation ou de régénération de la nature, ainsi que de chantiers citoyens de co-construction de résilience », « bâtir de la résilience pour tous et donc pour chacun », « mettre hors d'état de nuire ceux qui étendent leur emprise mondialisée sur les systèmes financiers, monétaires, économiques, législatifs, judiciaires, exécutifs et culturels » (formulation qui laisse entendre que ces systèmes ne posent pas problème en eux-mêmes, mais seulement leurs dirigeants, ce qui est cohérent avec la vision générale de Keller).

En bon démagogue, le Keller emploie par ailleurs nombre d'expressions radicales en vue de flatter, de séduire les aspirants radicaux. Il affirme que la situation présente « est une guerre, ne nous y trompons pas », et qu'ainsi « la part de l'humanité qui comprend l'impératif de protéger la nature doit affronter l'autre part, celle qui a déclaré la guerre au vivant ». « L'heure est plus que venue, pour chacun d'entre nous, de choisir son camp : s'engager pour préserver le vivant ou collaborer avec les forces de mort. » Il nous encourage à organiser une « Résistance avec un R majuscule, en référence ouverte aux mouvements clandestins qui se sont opposés, en France et dans d'autres pays d'Europe, à l'occupation allemande durant la Seconde Guerre mondiale », à entreprendre « des actes de désobéissance civile, de blocage ». Il affirme également, toujours pour se donner des airs de radicalité, que « rien de moins qu'un changement complet de civilisation ne pourra résoudre quoi que ce soit », qu'aucune « “solution endogène” n'est possible, aucune sortie par le haut façonnée dans les règles du système qui pose problème », qu'il nous faut « une révolution radicale de nos systèmes de valeurs », car « seule une réponse systémique pourrait représenter une voie de sortie face à un dérèglement systémique ». **Autant de formules qui, telles quelles, ne disent pas grand-chose.** Mais peu importe. Il s'agit de *storytelling*, c'est-à-dire de ne rien dire, mais de le dire avec les formes. C'est ainsi que le Keller termine [un article pour Reporterre](#) en nous expliquant que :

« L'horloge sonne l'heure de la réinvention. À nous de déployer nos plus belles créativité, de proposer des imaginaires inspirants pour que chacun réalise que loin d'être en compétition, lutte sociale et lutte écologique se renforcent.

Nulle société possible dans un monde en effondrement écologique ; nulle stabilité durable possible dans un monde où l'homme se comporte en maître et possesseur, sans limite, de tout ce qui vit à ses côtés ; nul bien-être ou bonheur possible dans un univers de dissonances cognitives. Travaillons ensemble pour poser les bases d'une société respectueuse de l'altérité sachant s'autolimiter de façon lucide et humble, solidaire et digne.

Un sursaut. »

Magnifique.

Si, jusqu'ici, vous n'avez aucune idée de ce qui, selon Arthur Keller, pose foncièrement problème, c'est normal. **Il ne désigne rien de concret, il n'approfondit jamais rien.** Il ne saurait pas. Il se contente de baragouiner quelques

condamnations en trompe l'œil, qu'il serait bien incapable de soutenir plus en détail, concrètement. Le spécialiste de tout n'est en réalité spécialiste de rien. Il dénonce « la sacralisation aveugle et l'emprise toxique de l'innovation technologique », la « financiarisation de tout », etc., de manière parfaitement creuse. Même un Emmanuel Macron serait d'accord avec l'idée qu'il faut que l'on cesse de détruire la nature, qu'on respecte la vie, qu'on se garde d'une croyance absolue en la technologie, et avec toutes les platitudes du même tonneau qu'on peut imaginer. En quoi l'innovation technologique est-elle toxique ? Est-ce tout ? Quid de la technologie ? Et le capitalisme pose-t-il problème en lui-même ? Et qu'est-ce que le capitalisme ? Il dénonce « l'exploitation tyrannique et désormais industrialisée du vivant », mais l'industrialisme pose-t-il problème ? Et qu'est-ce que l'industrialisme ? Il prétend que seul un « changement complet de civilisation » pourra nous sauver, qu'il n'existe « aucune “solution endogène” », « aucune sortie par le haut façonnée dans les règles du système qui pose problème », et pourtant soutient la taxe sur la spéculation de Pierre Larrourou, qu'il présente comme « une solution qui apporte plus de 50 milliards € par an pour un budget européen beaucoup plus ambitieux sans demander 1€ aux citoyens ni aux budgets nationaux », et pourtant affirme que ce qu'il nous faut, c'est « une relocalisation de tout ce qui peut l'être en matière de production de biens et de services essentiels », et pourtant s'adresse aux « patrons, leaders et investisseurs » pour leur dire : « tant que vos projets ne concourront pas à la résilience territoriale, à la régénération de la nature et à la réinvention du lien qui nous lie à elle, ils seront voués à l'échec, et au lieu de faire partie de la solution, vous resterez du côté du problème », et pareillement aux « dirigeants politiques et économiques », pour leur dire : « dorénavant, votre rôle consiste avant tout à faciliter. Plutôt que de vouloir tout décider, donnez aux gens les moyens de redevenir citoyens et de s'organiser, faites jouer l'intelligence collective et suscitez la codécision et l'implication dans tous les choix stratégiques ».



Arthur Keller @arthurkeller · 1 nov.

.@EmmanuelMacron Voici une solution qui apporte plus de 50 milliards € par an pour un budget européen beaucoup plus ambitieux sans demander 1€ aux citoyens ni aux budgets nationaux. Soutenue par 64% des Européens! Qu'attendons-nous?! #EUBudget #EUCCO



European Climate & Jobs Pact @climateandjobs · 26 oct.

On fonce vers le chaos social, climatique et sanitaire.

Pourtant, il y a des solutions efficaces.
Ça se joue dans les 15 prochains jours !

Mme Merkel, M. Macron, qu'est ce qu'on attend pour taxer la spéculation ?

Demandons-leur sur TaxonsLaSpeculation.eu

#TaxeSpeculation



Confusion et démagogie, donc. Nous en sommes en guerre contre de méchants dirigeants, contre une méchante partie de l'humanité, qu'il nous faut combattre, et pourtant « on a tous un rôle à jouer dans le changement », et pourtant on s'adresse aux dirigeants, aux patrons, aux *gouvernementeux*. Il faut radicalement tout changer, mais en fait pas tant que ça, il faut surtout relocaliser autant que faire se peut les activités industrielles, préserver « ce

système dont l'activité est essentielle à notre résilience »... et aussi s'en débarrasser complètement pour précipiter « un changement complet de civilisation » ?

En réalité, si le Keller s'inscrit dans le courant transitionniste de Rob Hopkins, les choses sont claires. Arthur Keller n'a rien d'un radical, même s'il tente maladroitement de s'en donner des airs. Le courant transitionniste de Rob Hopkins ne considère pas que le capitalisme pose problème en lui-même, ni l'industrialisme, ni la technologie. Il s'agit d'un courant majoritairement réformiste, qui s' imagine, comme bien des courants se proclamant « écologistes », et notamment les plus médiatiques, qu'une sorte de civilisation techno-industrielle écologique et démocratique, soutenable et « socialement juste », est possible moyennant quelques ajustements, réformes (un peu de low-tech par-ci, des énergies dites vertes, propres ou renouvelables, par-là, des réglementations et des planifications étatiques, et hop, le tour est joué). On le constate d'ailleurs dans [le programme présidentiel de Charlotte Marchandise](#) qu'il a lui-même conçu, lequel prévoyait de : « Suivre à la lettre les principes structurants du scénario négaWatt : sobriété — efficacité — déploiement des renouvelables », notant que : « Mettre en œuvre la transition énergétique créera entre 600 000 et un million d'emplois dans l'isolation, la réhabilitation écologique, la construction “vertueuse”, les énergies renouvelables... » Bref, les inepties électrologistes habituelles, une nouvelle déclinaison sur le thème du développement durable. Aucun changement de civilisation, aucun changement radical en perspective.

Si l'on peut potentiellement se réjouir de la radicalité — superficielle — des propos de l'Arthur Keller, de son plaidoyer en faveur du sabotage, de la désobéissance civile (expressions qui, cela dit, sont également assez floues, derrière lesquelles on peut mettre beaucoup de choses différentes et très inégales), c'est bien la seule chose à peu près défendable de son discours. Pour le reste, c'est du vent. Du vent démagogique, superficiel, creux, qui s'adapte à son public (selon les principes de *la communication*), et peut ainsi aussi bien plaire à un financier éco-anxieux qu'à un ministre inquiet pour le futur de la société industrielle ou de la République française, ou qu'à un « militant climat » ou un végane en quête d'éthique animale, parce qu'il s'agit de propos ambigus, parce qu'on y trouve à boire et à manger, du bio et de l'industriel.

Avide de notoriété, le Keller incarne très bien le collapsologue-type, ex-ingénieur ou scientifique, ex-banquier, ex-PDG, ex-manager commercial (ex-enfoiré ayant vu la lumière), qui parle de tout mais mal, mais pour ne pas dire grand-chose, qui défend tout et son contraire, qui prétend posséder des solutions pour résoudre à peu près tous les problèmes que nous connaissons : « qu'on soit une organisation, une collectivité, une institution, un collectif citoyen, un investisseur, un artiste, un leader, etc. », Arthur Keller saura quoi nous faire faire (ou dire, ou penser) pour sauver la situation. N'est-ce pas génial ? On en redemande.

Les effondrologues issus du même moule qu'Arthur Keller (il y en a une tripotée, dont Loïc Steffan, et tous ceux qui gravitent autour de l'association Adrastia) **aspirent au bout du compte (en réalité) à sauver l'essentiel du mode de vie industriel capitaliste — en le rendant soutenable, résilient, tout ce que vous voulez.** Non seulement sont-ils donc de piètres penseurs, mais aussi de fameux opportunistes et de terribles baratineurs.

Risquons une prédiction : ils ne sont et seront d'aucune aide dans les combats en faveur de ce qui mérite d'être défendu, ils ne nous aideront en rien à sauver ce qui mérite de l'être, à penser la situation, mais ils continueront de gagner en audience à mesure que le désastre s'étendra.

Nicolas Casaux

P.S. : je n'ai rien à proposer en alternative aux élucubrations du Keller. Je ne saurais conseiller « une organisation, une collectivité, une institution, un collectif citoyen, un investisseur, un artiste, un leader, etc. » Je ne suis pas conseiller d'orientation. Je ne cherche aucunement à l'être. Si tout ce qui vous vient en tête à la suite de la lecture de cette note, c'est que je devrais « proposer autre chose », « une alternative », ou que sais-je, alors vous venez

de passer à côté de l'essentiel. Si la vacuité et la fatuité d'un Arthur Keller — qui relève d'un foutage de gueule caractérisé vis-à-vis de son audience — ne vous pose aucun problème, alors je ne peux rien pour vous, et vous souhaitez une bonne résilience.

Sources : les citations que j'utilise sont tirées de son interview dans le livre *L'Effondrement de l'empire humain*, d'une [interview publiée sur le site du Mouvement Up](#), d'un [texte qu'il a publié sur le site de Mr Mondialisation](#), et d'une [vidéo publiée sur YouTube](#).

A propos de ces cartes d'identité de vaccin...

Charles Hugh Smith Jeudi 3 décembre 2020



Une idée aussi simple qu'abstraite - les cartes d'identité de vaccin - s'avère extrêmement difficile à mettre en œuvre lorsqu'il faut faire face aux réalités opérationnelles du monde réel.

Les autorités du monde entier ont clairement fait savoir qu'elles feront "tout ce qu'il faut" pour vacciner leurs citoyens avec l'un des premiers vaccins disponibles. Les États autoritaires peuvent imposer des vaccinations universelles, tandis que les États moins autoritaires favoriseront une approche "carotte et bâton" consistant à offrir des avantages aux personnes vaccinées et à exclure de l'emploi, de l'éducation, des voyages et de la plupart des activités de la vie quotidienne ceux qui refusent de se faire vacciner.

Pour identifier les personnes vaccinées et non vaccinées, de nombreux pays prévoient de délivrer des cartes d'identité ou des "passeports vaccinaux". En tant qu'abstraction, cela semble simple, mais si nous commençons à creuser les besoins opérationnels réels de cette émission et distribution massive de cartes d'identité, un certain nombre de questions de bon sens se posent.

Les cartes de vaccination seront délivrées à tous ceux qui recevront le vaccin Covid-19, selon les responsables de la santé (CNN)

Avant tout, on ignore combien de temps durera l'immunité offerte par les vaccins. Nous n'en sommes qu'au début, et les preuves sont donc contradictoires : certains prétendent que les vaccins auront une durée de vie supérieure à l'immunité naturelle des personnes ayant contracté le virus et s'étant rétablies, tandis que d'autres suggèrent que l'immunité pourrait s'affaiblir au bout de six mois. Malgré les affirmations selon lesquelles l'immunité naturelle est de longue durée, un nombre non négligeable de personnes qui avaient le Covid ont été réinfectées.

Personne ne sait combien de temps durera l'immunité naturelle ou l'immunité vaccinale, car il ne s'est pas écoulé suffisamment de temps pour recueillir suffisamment de données.

Compte tenu de ces inconnues intrinsèques, combien de temps la carte d'identité sera-t-elle valable ? Il est facile d'imaginer des variations dans les réponses individuelles, de sorte que l'efficacité des vaccins diminue plus rapidement chez 20 % des personnes vaccinées. Cette variabilité introduirait d'énormes inconnues qu'aucune carte d'identité ne pourrait refléter : le titulaire de la carte au dixième mois est-il toujours immunisé ou non ?

Si la durée de l'efficacité du vaccin est variable, une carte d'identité pourrait être trompeuse. En d'autres termes, le fait d'être vacciné avec un vaccin à durée variable ne nous dit rien sur l'immunité réelle de l'individu à l'avenir.

Compte tenu de ces inconnues, le vacciné pourrait avoir besoin de rappels à l'avenir, et les cartes d'identité devraient être réémises. La tâche consistant à conserver la trace de centaines de millions de dossiers de vaccination, d'identités et à délivrer ensuite des cartes d'identité est une tâche non triviale.

Pour contrecarrer le marché noir des fausses cartes d'identité, les mesures de sécurité devront être équivalentes à celles d'un permis de conduire ou d'un passeport. Avez-vous récemment demandé l'une ou l'autre de ces formes de carte d'identité ? Le processus est terriblement lent. Les systèmes en place pour traiter les permis de conduire et les passeports américains sont déjà mis à rude épreuve, et quelle agence est prête à vérifier l'identité de 280 millions de citoyens adultes, à confirmer la validité de leur vaccin puis à délivrer des cartes d'identité - et à répéter ce processus dans un an ?

Si les procédures d'émission des cartes d'identité des vaccins sont bâclées en raison de contraintes de temps - par exemple, le téléchargement d'un enregistrement numérique du distributeur de vaccins ou d'une carte imprimée - celles-ci seront probablement vulnérables à la duplication ou à l'usurpation. De faux distributeurs de vaccins émettront de faux enregistrements numériques, des pirates informatiques pourraient télécharger et vendre des enregistrements numériques provenant de sources fiables, etc.

Il y a aussi les charges supplémentaires qui pèsent sur le personnel des compagnies aériennes, des compagnies de croisière, etc. pour qu'il scanne ces documents et s'occupe des cartes rejetées. Qui aura l'autorité légale pour traiter les allégations selon lesquelles une carte rejetée est en fait valide ? Combien de petits établissements n'auront tout simplement pas besoin de personnel pour faire plus que jeter un coup d'œil à la carte ?

Les autorités ont-elles les moyens d'émettre des centaines de millions de cartes d'identité de vaccin absolument sûres et de contrôler ensuite toutes les tentatives pour trouver les failles et les faiblesses du processus ? Si les autorités pensent que des sanctions strictes limiteront cette activité, elles sous-estiment la difficulté de faire appliquer ces sanctions par des systèmes judiciaires surchargés.

Dans les pays ayant une forte tradition de libertés civiles, il y aura un recul contre les vaccinations obligatoires avec des vaccins essentiellement non testés et contre les bases de données nationales liant l'identité aux cartes de vaccination - une situation qui risque de donner lieu à des abus.

Les autorités ne semblent pas comprendre que beaucoup de ceux qui hésitent à se faire vacciner ne sont pas des anti-vaxxers ; elles considèrent simplement que le processus d'approbation des vaccins est profondément défectueux pour des raisons de bon sens : par exemple, il n'y a tout simplement pas assez de données sur la sécurité, la durée et l'efficacité dans le monde réel.

Les autorités comptent sur la "carotte" des voyages aériens, des croisières et des concerts pour persuader les sceptiques de se faire vacciner malgré leurs inquiétudes. Ce que les autorités ne semblent pas réaliser, c'est que beaucoup de gens accordent bien plus d'importance à leur santé, à leur vie privée et à leur agence qu'à leur envie de voyager en avion, de partir en croisière ou d'assister à des concerts. Elles renonceront volontiers à toutes ces activités jusqu'à ce que des données plus fiables soient recueillies, examinées par des pairs et distribuées pour analyse.

Plus les mesures destinées à pousser les gens à se faire vacciner sont draconiennes, plus les sceptiques hésitent à les considérer comme une preuve supplémentaire que les vaccins sont des demi-mesures imposées à la population pour lui donner la fausse assurance que tout va bien et que la "normalité" reviendra dès que les sceptiques auront cédé et se seront fait vacciner.

Il est également possible que le virus puisse muter de manière à rendre les vaccins inefficaces. Bien que cette éventualité soit largement considérée comme improbable, elle n'est pas non plus impossible. Si un virus muté qui échappe au vaccin apparaît, quelle sera alors la valeur de la carte d'identité du vaccin ?

Une idée aussi simple qu'abstraite - la carte d'identité du vaccin - s'avère extrêmement difficile à mettre en œuvre lorsqu'il faut faire face aux réalités opérationnelles du monde réel. Le fait est que les premiers vaccins ont été approuvés à la hâte, sans qu'aucun des tests exigés pour les vaccins précédents ne suscite des inquiétudes de bon sens qui ne peuvent être dissipées par la force ou par des carottes et des bâtons.

APRÈS LE SUICIDE

F Boizard (La Lime) jeudi, novembre 26, 2020



Le suicide de l'Occident est acté. Même si la covidémence s'arrêtait immédiatement, les dégâts sont déjà historiques.

Or, la covidémence ne va pas s'arrêter, elle est sans fin, puisque nous avons admis que la liberté peut être sacrifiée pour une maladie banale. Le moindre rhume de travers suffira donc à justifier le grand n'importe quoi liberticide.

La tyrannie sanitaire s'installe, la vaccination obligatoire de fait et des restrictions débilés supplémentaires sont prêtes. Nous avons abandonné notre culture de liberté et notre prométhéisme.

Nous sommes coupables, nous sommes ridicules : la peur d'une maladie qui tue les vieux fragiles, ayant dépassé leur espérance de vie, suffit à nous faire renoncer à vivre. Il y a déjà longtemps que nous étions habitués à avoir peur de tout et les jeunes ne sont pas les moins grotesques dans cette lâcheté généralisée (l'enfant-roi plus la télévision plus la fabrique du crétin).

Nous ne périssons même pas dans les flammes d'une bataille perdue avec l'empereur aux remparts. Nous nous éteignons comme des vieux égrotesques qui ne savent plus parler que de leurs maladies et de leurs pilules. Le vocabulaire qui me vient à l'esprit est celui du carnaval, du Guignol, de la Commedia Dell'Arte.

Et après ?

La Chine et l'islam sont aujourd'hui les deux forces qui vont.

L'islam est bien malade de son inadaptation à la liberté occidentale. Comme nous renonçons à celle-ci, une de ses contradictions se trouvera mécaniquement résolue. Le glissement du masque au voile est tout naturel.

Je préfère encore la domination chinoise. Mais la Chine ne s'embarrassera pas de nous. Elle se contentera de veiller à ce que les ayatollahs qui nous dirigeront ne contestent pas sa suprématie.

Ne vous bercez pas d'illusion : la servitude n'est pas confortable. Il va y avoir des pleurs et des grincements de dents. Et des morts qui ne se relèveront pas à la fin de la pièce.

Rassurez-vous : le gouvernement s'occupera de votre "hésitation vaccinale"

By Docteur December 4, 2020

On ne peut pas trouver plus ironique que cela.

Pour copier les Anglais (et les Américains), la France devait nommer un "*monsieur vaccin*".

Un énarque avait été pressenti. Mais le type ne semblait pas très casher. Et on mesure une fois de plus la confusion mentale qui règne au sommet de l'état.. un énarque pour... des vaccins ?

C'est comme demander à un charcutier de piloter un Boeing 747 ; c'est possible mais ça peut provoquer des dégâts.

Alors, zou, ils ont choisi un médecin. Et vieux, c'est encore mieux.

Une personne âgée comme on dit maintenant, c'est rassurant.

Alain Fischer, 71 ans, directeur de recherche à l'Inserm et de l'institut des maladies génétiques Imagine. ([source Le Figaro](#))

En 2016 Marisol Touraine lui avait demandé de plancher sur la "défiance" croissante des Français face aux vaccins.

L'immunologue préconisait alors de rendre gratuits et obligatoires certains vaccins supplémentaires pour les enfants de moins de deux ans, des vaccins qui n'étaient jusqu'alors que seulement recommandés.

On sent déjà le mec *motivé*.

Tu te méfies des vaccins ? Tiens je t'en refile 2 nouveaux ! Et obligatoires.

En tout cas, c'est un fervent défenseur des **thérapies géniques** ([TV5 Monde, janvier 2019](#)). On peut donc penser qu'il est totalement en phase avec les [produits de Pfizer et Moderna](#).

Mais là où on touche au sublime c'est quand il s'exprime aujourd'hui au sujet du couillonavirus.

Fischer a également dit souhaiter mettre à contribution les chercheurs «**spécialistes de l'hésitation vaccinale** [la réticence à se faire vacciner, NDLR]» qui sont «**susceptibles d'apporter des propositions sur la meilleure façon de communiquer et par ailleurs de faciliter la vaccination**».

Voilà. Nous sommes donc rassurés. Le gouvernement va embaucher des spécialistes... afin de s'occuper de notre "hésitation vaccinale"...

Et on attend avec impatience leurs "propositions".



"Alors les gueux ! On hésite ? Vaccinalement parlant ? Ne vous inquiétez pas, on va s'occuper de votre hésitation."



J'ai eu mon vaccin. Et vous ?

Ce que les problèmes du pétrole signifient pour le reste d'entre nous

Par Richard E. Votra, publié à l'origine par Advisor Perspectives 3 décembre 2020



Dans la mesure où les prix des actions reflètent les attentes de la valeur future, les investisseurs n'aiment pas les perspectives du pétrole, et **la disparition du pétrole** signale des perspectives de croissance économique mitigées.

Exxon-Mobil (XOM) a été retirée de l'indice Dow Jones Industrial Average en août dernier, mettant fin à un cycle qui avait commencé lorsque le Dow avait atteint 30 titres en 1928. Cela laisse Chevron comme seule compagnie pétrolière dans l'indice. Pendant la plupart de ces 92 années, il y avait trois compagnies pétrolières dans l'indice (Standard of NJ/Exxon, Texaco, et Standard of CA/Chevron) - maintenant il y en a une. Devriez-vous vous en soucier ?

Dans un sens, non. Le Dow est un indice géré activement, et 11 des 30 entreprises actuelles ont remplacé d'autres noms depuis 2000. (Exxon-Mobil a été remplacé par Salesforce.) Les médias financiers considèrent les changements du Dow comme des mesures des niveaux globaux du marché, mais peu d'argent est réellement investi dans des produits liés au DJIA. Il y a un article intéressant dans tout cela, mais ce n'est pas celui-ci.

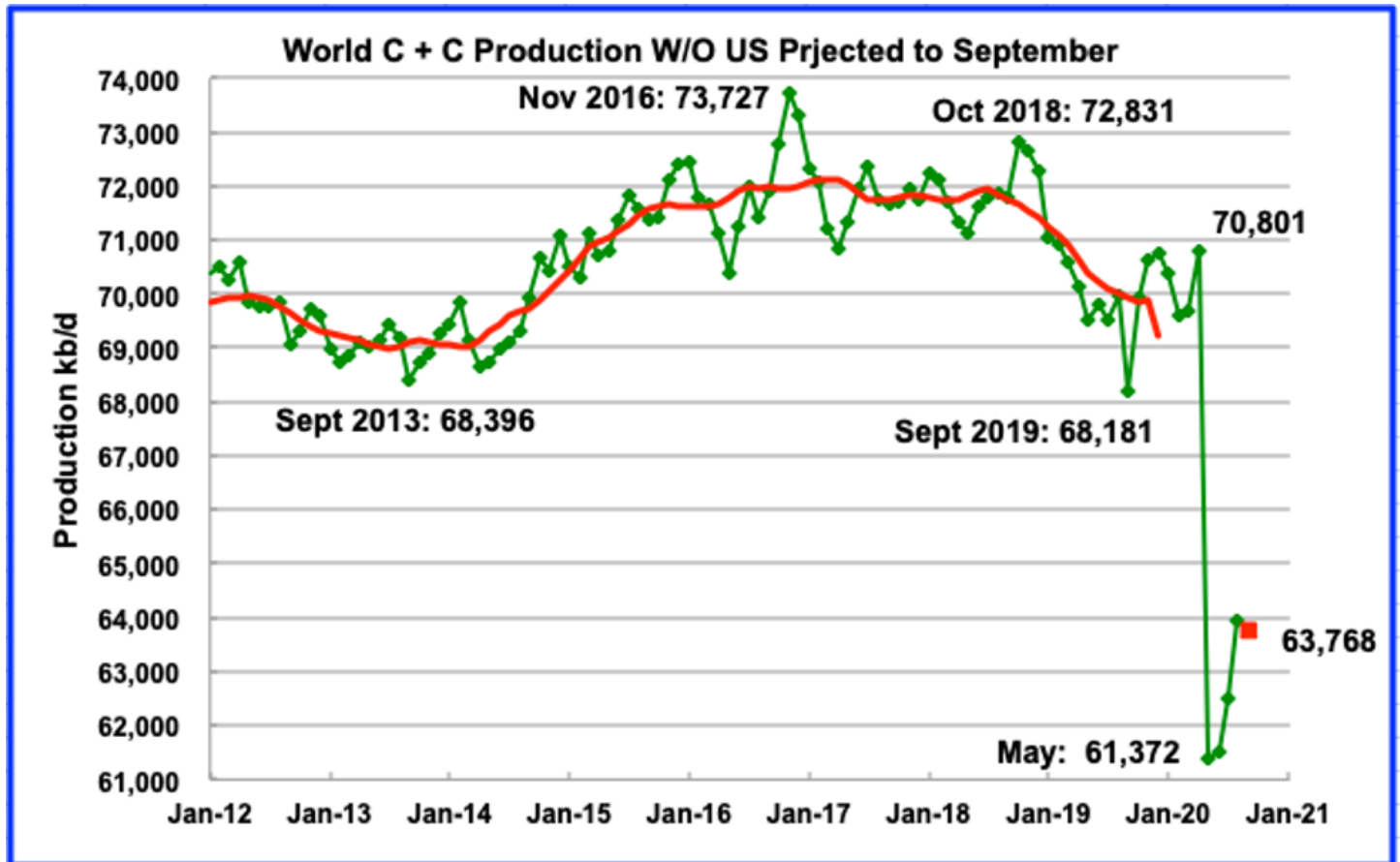
D'autre part, le comité Dow aime inclure les industries et les entreprises qui sont en croissance et qui ont du succès. La suppression de XOM est une mesure du déclin du statut économique des "grands pétroliers". Au cours des deux derniers mois, XOM et BP ont tous deux approché leurs plus bas niveaux de mars dernier, qui étaient à leur tour les prix les plus bas pour ces stocks depuis 1994 (BP) ou 1997 (XOM). Le S&P 500 a été multiplié par quatre depuis 1997.

Le prix du pétrole WTI se situe (en octobre 2020) autour de \$40 dollars le baril, ce qui est le plus bas depuis 2003 sur une base corrigée de l'inflation, sauf pour une brève période au début de 2016 et quelques semaines ce printemps. Cela reflète l'abondance de l'offre de pétrole après l'effondrement de la demande provoqué par la COVID, **mais c'est aussi un prix inférieur à ce qui est nécessaire pour exploiter une grande partie de l'industrie de manière rentable**. Le nombre de faillites dans l'industrie pétrolière américaine, en particulier parmi les entreprises impliquées dans le fracturage, a atteint des niveaux records cette année - 44 pour le seul troisième trimestre 2020.

Le pétrole a été décrit comme la "ressource maîtresse", le produit le plus important de l'économie mondiale. Nous vivons toujours dans un monde matériel, et presque tout ce qui se déplace sur plus de quelques kilomètres est alimenté par le pétrole sous l'une de ses formes : carburant d'aviation pour les avions, diesel pour les camions et les trains, essence pour les voitures et combustible de soute pour les navires. Certains chemins de fer sont électrifiés, et peut-être 1% des voitures et des camions légers dans le monde sont maintenant des véhicules électriques, mais ce sont les exceptions. **Le pétrole (et les liquides de gaz naturel qui y sont liés) est également le principal ingrédient des plastiques et des produits chimiques qui rendent possible notre approvisionnement en**

nourriture. Lorsque l'économie physique décline, la demande de pétrole fait de même.

En novembre 2018, la production mondiale de pétrole (extraction) a atteint un niveau qu'elle n'a jamais égalé depuis. **En outre, si l'on exclut la production américaine, la production mondiale a atteint son maximum en 2016, il y a quatre ans. (Voir figure 1)** Les niveaux d'extraction actuels sont inférieurs de plus de 5 % à ceux d'il y a un an.



Source : *Peakoilbarrel.com*

Si la demande de pétrole reste faible, ce sera le signe que l'économie dans son ensemble ne s'est pas redressée. À l'inverse, si l'offre de pétrole n'est pas suffisante, l'économie aura du mal à croître. Si l'utilisation du pétrole se redresse complètement et reprend sa croissance, il sera alors presque impossible de réduire les émissions de CO₂ et de limiter le changement climatique. Cela soulève une question importante : avons-nous atteint le pic de la demande de pétrole ou le pic de l'offre de pétrole ? Peut-être que c'est les deux.

Le pic de la demande de pétrole ?

En raison des arrêts de la pandémie COVID-19, de nombreuses parties de l'économie mondiale se sont effondrées. Par exemple, Lufthansa estime qu'elle n'aura qu'environ 20 % de vols en plus au quatrième trimestre de cette année que pendant la même période en 2019, et beaucoup dans l'industrie aérienne pensent que le trafic de passagers ne reviendra pas à ses anciens niveaux avant au moins 2024, et peut-être même jamais. Même si les voyages reprennent quelque peu, la TSA contrôle moins de la moitié des passagers qu'il y a un an. Les secteurs de la restauration et du divertissement ont été paralysés, et le chômage massif réduit la demande de produits, et donc la nécessité de transporter des marchandises dans le monde entier.

Si toutes les formes de transport sont réduites, la demande de nouveaux avions, bateaux et voitures diminuera également, ce qui ne fera qu'aggraver la dépression économique. Une partie de la destruction de la demande est le résultat de la transition technologique, mais cela prendra des décennies pour se produire à l'échelle. Dans un rapport récent, BP estime que le monde a dépassé le pic de la demande de pétrole et que nous n'utiliserons jamais la quantité de pétrole utilisée il y a quelques années encore ; le major pétrolier français Total dit qu'il prévoit un pic de la demande vers 2030.

Il existe un autre aspect de la demande de pointe, à savoir la réglementation environnementale et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. L'administration Trump a réduit les réglementations et les normes aux États-Unis, mais l'administration Biden va essayer de rétablir les règles de réduction des émissions. Tout effort sérieux visant à limiter le changement climatique mondial devra porter sur l'utilisation du pétrole, mais les restrictions auront un coût en termes d'activité économique. L'électrification des véhicules est l'un des aspects les plus visibles de la transition du pétrole vers l'environnement, mais elle ne fait que commencer. Dans quinze ans, la majorité des voitures en circulation seront probablement encore alimentées au pétrole, et l'électrification des avions, des bateaux et des gros camions est encore plus éloignée.

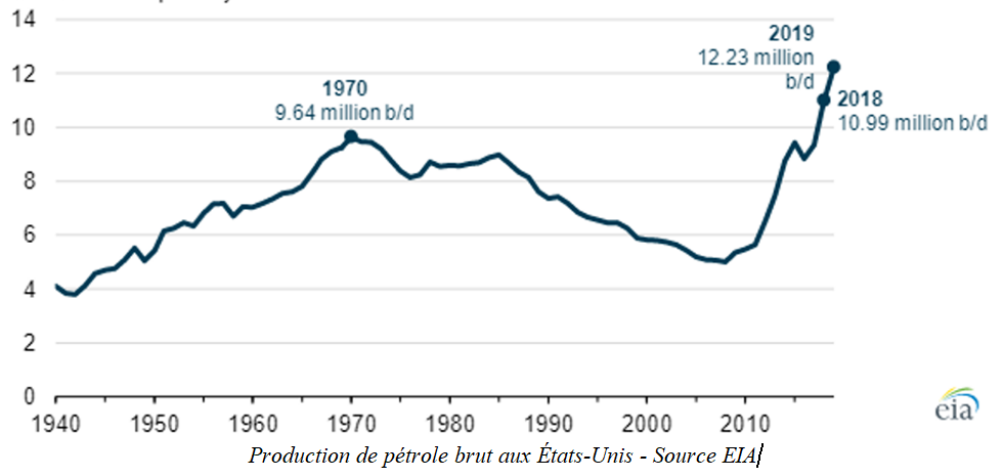
Un pic d'approvisionnement en pétrole ?

Y aura-t-il suffisamment de pétrole pour satisfaire cette demande en déclin ? Où en est le pic de production ? Plus de la moitié de l'augmentation de la production mondiale de pétrole au cours de la dernière décennie est due aux efforts américains, diversement décrits comme "fracturation", "pétrole de schiste" ou "pétrole léger de réservoirs étanches" (LTO) - comme nous l'avons déjà souligné, la production non américaine a atteint son pic en 2016 - c'est donc par là que nous devrions commencer.

La fissuration consiste à forer de longs trous (souvent à un kilomètre de profondeur, puis à deux kilomètres de côté), à les revêtir de tuyaux en acier, puis à faire exploser d'énormes quantités de sable et d'eau traitée (plus d'une tonne par mètre de tuyau) pour ouvrir des voies dans la roche très solide afin que le pétrole puisse passer. Un puits typique coûte de 8 à 12 millions de dollars et implique des centaines de camions de tuyaux, de sable, d'eau et de produits chimiques. En général, le pétrole commence à couler immédiatement, mais le débit diminue de moitié la première année, puis de moitié les deuxième et troisième années, de sorte qu'environ 90 % du pétrole total que le puits produira jamais sort au cours des trois premières années. En dix ans, la production issue du fracturage aux États-Unis est passée de 1 million de barils par jour (MBPD) à plus de 8 millions, sauvant ainsi le monde des pénuries.

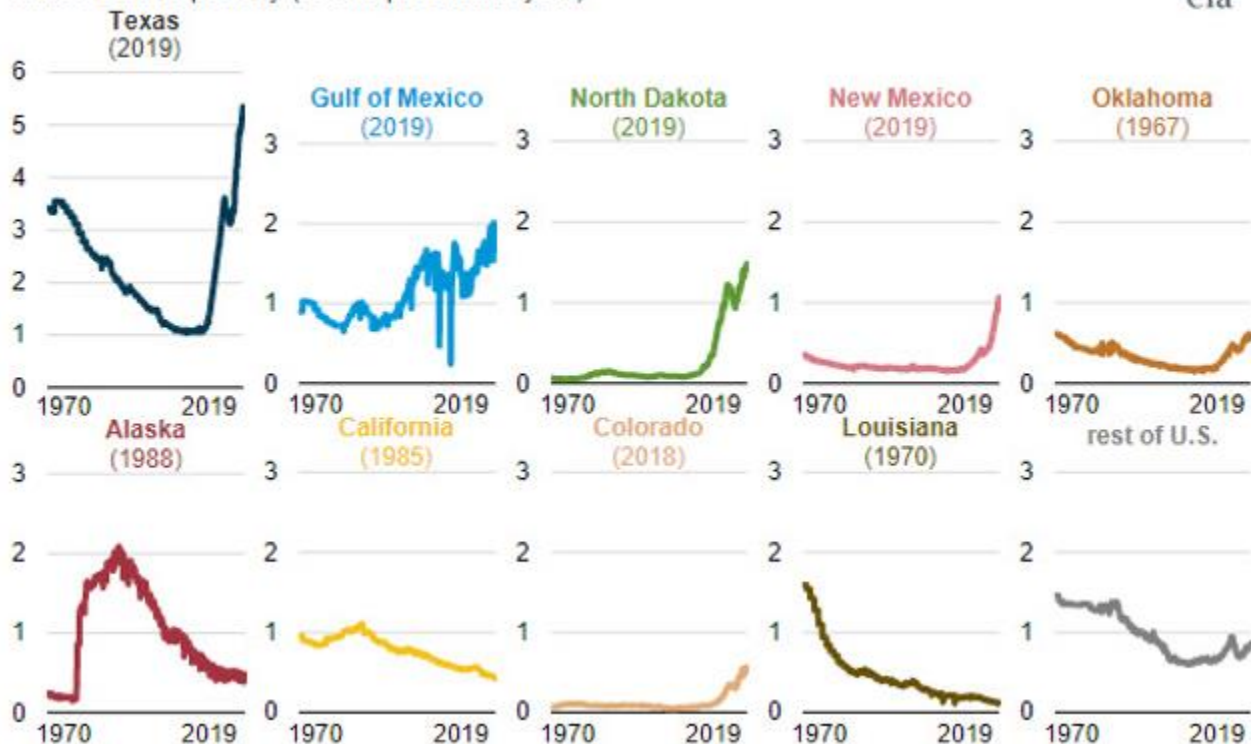
Deux photos illustrent le rôle de la fracturation aux États-Unis. La première, la figure 2, montre la production totale de pétrole brut américain de 1940 à 2019. Comme on peut le voir, la production a augmenté régulièrement jusqu'en 1970, puis a diminué jusqu'en 1978, date à laquelle l'Alaska et le Golfe du Mexique ont démarré. Le déclin a repris en 1987 et s'est poursuivi jusqu'à ce que la contribution de la fracturation se fasse sentir en 2011.

U.S. crude oil production (1940-2019)
million barrels per day



L'histoire américaine est illustrée dans la figure 3, qui montre la production par État depuis 1970. La fracturation est un facteur depuis environ 2010 au Texas, au Dakota du Nord, au Nouveau-Mexique et en Oklahoma, et il y a eu une croissance dans le Golfe du Mexique, mais les baisses constantes partout ailleurs sont évidentes.

U.S. crude oil production by state or region, 1970-2019
million barrels per day (record production year)



Production américaine de pétrole brut par État Source EIA

Malheureusement, le modèle de fracturation présente trois défauts majeurs. La fracturation ne fonctionne mieux que dans les "points d'intérêt" où les concentrations de pétrole sont les plus élevées <de catégorie 1> et où l'on procède à des forages. (Les deux premières grandes zones de fracturation du pétrole aux États-Unis - le Bakken dans le Dakota du Nord et l'Eagle Ford au Texas - sont déjà en sérieux déclin <il ne reste que des

zones de **catégorie 2, très déficitaire**, ne laissant que le bassin permien du Texas et du Nouveau-Mexique qui est en croissance). Le taux de déclin rapide des puits individuels exige la poursuite du forage actif simplement pour rester stable sur une base globale. **Troisièmement, la fracturation n'a jamais été rentable à l'échelle de l'industrie et a reposé sur un apport constant de capitaux provenant d'investisseurs à la recherche de rendements dans un monde à taux zéro.**

Pour faire face à la baisse de la production, il devrait y avoir au moins 400 installations de forage en activité aux États-Unis. En janvier 2019, il y en avait 880 en activité, mais en septembre 2020, **ce nombre est tombé à 183 seulement**. Avec un prix du pétrole aux alentours de \$40 dollars, bien en dessous du seuil de rentabilité estimé à \$55-70 dollars le baril, les investisseurs ne sont pas désireux de jeter plus d'argent par les fenêtres. En outre, il faut environ un an à partir du moment où la décision est prise et où le financement est obtenu avant qu'un puits puisse être achevé et le pétrole produit. **De nombreux experts pensent que les problèmes de fracturation feront chuter la production américaine de pétrole de près de 13 MBPD bpj à la fin de 2019 à moins de la moitié d'ici l'été prochain, peut-être même à 5-6 MBPD.**

Une statistique surprenante illustre l'ampleur du déclin américain. Les États-Unis sont sur la bonne voie pour forer moins de 11 000 puits de pétrole cette année. En comparaison, il y en a eu 22 000 l'année dernière, 25 000 en 2018 et plus de 40 000 au début de la décennie. Les records précédents étaient de 12 170 en 1933 et de 11 716 en 1931. Avant cela, la dernière fois que les Américains ont foré moins de 11 500 puits, William McKinley était président, et le premier vol de la Ford Motor Company et du frère Wright était des années plus tard. Certes, les puits d'aujourd'hui sont plus productifs que ceux de 1897, mais cet effondrement est vraiment remarquable.

<Cela peut sembler des chiffres impressionnant, mais en moyenne un puit de pétrole produit 200 barils par jour.>

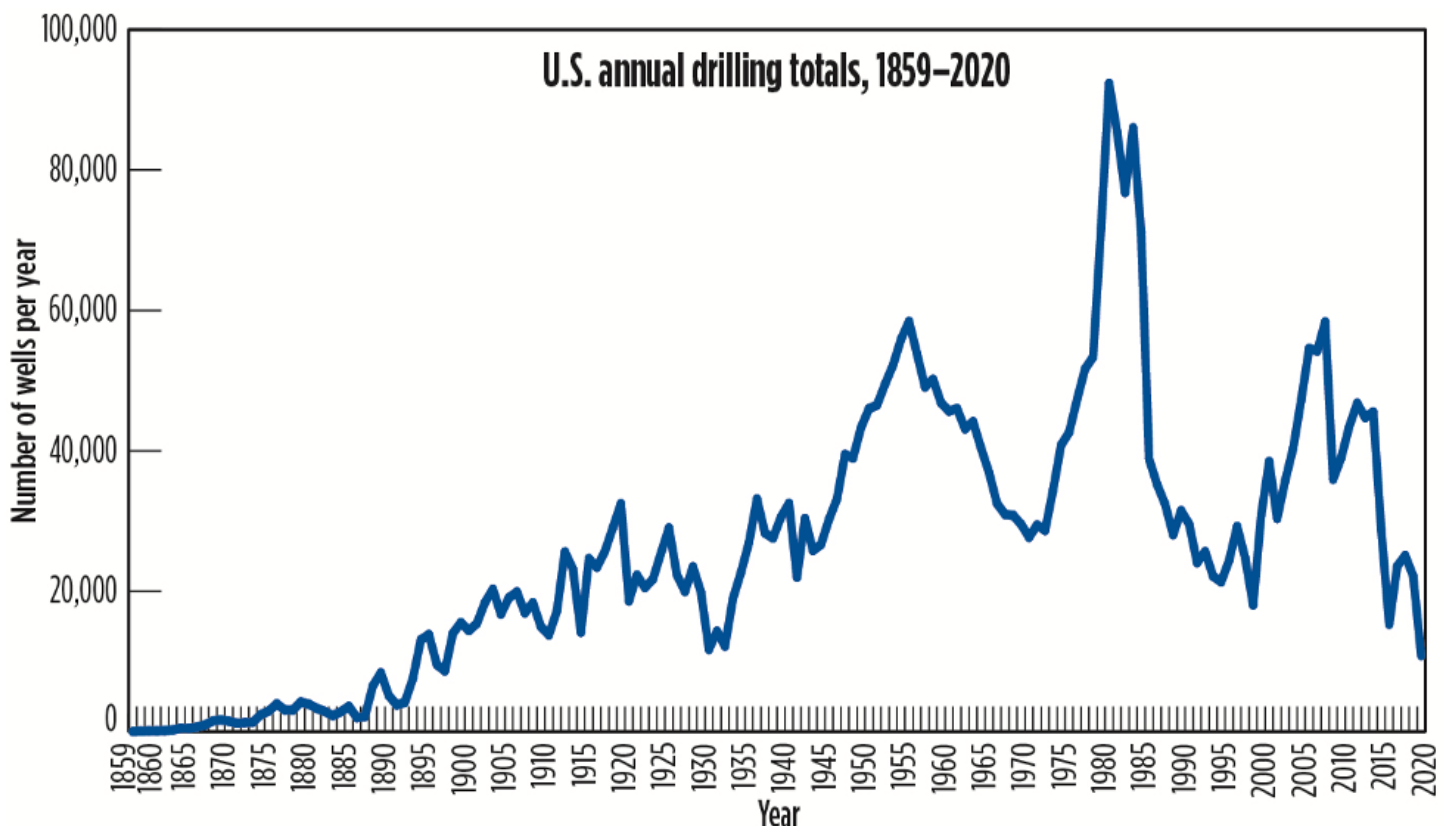


Figure 4 - Total des forages annuels aux États-Unis Source - Worldoil.com 9-21-2020

Si l'on regarde ailleurs dans le monde, un certain nombre de grandes compagnies pétrolières ont connu des baisses importantes avant même le crash provoqué par COVID. Le Venezuela, qui produisait autrefois plus de 3 MBPD, en produit aujourd'hui moins de 10 %, et pourrait cesser complètement l'année prochaine. Pour des raisons allant de l'agitation politique et des sanctions au simple épuisement des champs pétrolifères. L'Angola, la Libye, l'Iran, le Nigeria, le Mexique et la Chine totalisent 5 à 6 millions de pertes de production supplémentaires (là encore, avant l'accident COVID) par rapport à la situation d'il y a 5 à 7 ans. Les EAU, l'Irak, le Brésil, le Canada **<largement déficitaire car coûteux à produire>** et la Russie avaient tous connu une croissance au cours de cette période, mais beaucoup d'entre eux auront du mal à maintenir, et encore moins à augmenter, leur production. Avec la diminution des efforts d'exploration dans le monde, on ne sait pas très bien d'où pourraient provenir les approvisionnements supplémentaires en pétrole. Aujourd'hui, ce n'est pas un problème, mais cela pourrait l'être dans un avenir proche.

Pour tout produit de base, le plus facile à obtenir est exploité en premier, et les approvisionnements futurs ne sont possibles qu'avec de nouvelles sources, plus d'efforts et généralement des coûts plus élevés. Le prix actuel du pétrole est bien trop bas pour que l'on puisse rechercher et produire de manière agressive ce qui reste. **(Le cabinet de conseil pétrolier Rystad estime que les découvertes faites depuis 2014 ne représentent qu'un quart du pétrole utilisé dans le monde).** D'un autre côté, l'économie mondiale est en train de crasher et, avec la COVID dans sa deuxième ou troisième vague, ne devrait pas s'améliorer de sitôt, de sorte qu'un prix élevé du pétrole détruirait davantage la demande de pétrole et de tout ce qui est produit ou déplacé par lui. Alors que nous avons autrefois supposé que le "pic pétrolier" entraînerait une hausse considérable des prix du pétrole, comme cela s'est produit brièvement au cours de la période 2007-2013, il est tout aussi plausible que le ralentissement économique qui en résulterait pourrait entraîner une baisse permanente a des prix que ne peut se permettre une main-d'œuvre mal payée.

Pour en revenir à Exxon Mobil et au nombre de faillites dans le secteur pétrolier américain, l'offre de pétrole pourrait diminuer assez rapidement pour empêcher une reprise économique solide après le COVID. C'est une bonne nouvelle pour la lutte contre le changement climatique, mais pas pour la prospérité économique.

Y a-t-il une solution à ce problème ? ~~Oui~~, si nous l'affrontons ouvertement et si nous concevons un avenir qui nécessite moins d'énergie et moins de matériaux, mais qui ne ressemblera pas à ce à quoi nous sommes habitués. **<Oui, si nous appliquons un niveau de vie de pauvreté extrême pour tous. Allez-vous voter pour ?>**

60% de réduction des émissions de CO2 d'ici 2030, un objectif totalitaire

Philippe Herlin 12 octobre 2020



On en a peu parlé en France, mais la semaine dernière, le 6 octobre, le Parlement européen a adopté un **amendement** relevant les objectifs de **réduction des émissions de CO2** de l'UE : elles devaient diminuer de 40% d'ici 2030 (par rapport à celles de 1990), mais les écologistes ont réussi à convaincre une majorité de députés de porter cet objectif à 60%, au nom de la lutte contre le changement climatique. **Le chiffre de 40% est déjà inatteignable, mais celui de 60% est carrément délirant.** Dans un **article détaillé**, **Vincent Benard** démontre cette absurdité : **«pour atteindre les objectifs de réduction de CO2 votés ce 6 octobre, il faudrait que le PIB... régresse de 28,5% d'ici 2030, soit une décroissance de 2,8% par an entre 2018 et 2030 !» Soit une crise du Covid tous les ans pendant 10 ans.** Comme le fait justement remarquer l'économiste, «une telle décroissance ne peut survenir dans un environnement économique libre», **cet objectif «ne peut donc mener qu'à une dévastation environnementale, couplée soit au chaos social, soit à l'émergence d'un éco-totalitarisme pour maintenir cet ordre social par la force.»** Justement, cet éco-totalitarisme est le but poursuivi par les écologistes (comme je l'explique dans **La Renaissance de l'Occident**). Étant donné le caractère proprement religieux de la lutte contre le réchauffement climatique, il y a peu de chance que le Conseil de l'Europe, qui devra approuver ou pas ce texte parlementaire, revienne à des ordres de grandeur réalistes. Il faut donc s'attendre à «la promulgation de lois extrêmement coercitives, voire liberticides, par les gouvernements, la loi européenne s'imposant aux textes nationaux. Taxes environnementales punitives, interdictions diverses et variées assorties de condamnations de plus en plus lourdes, limitation de nos consommations, **subventions à des éléphants blancs renouvelables**, vont fleurir comme le muguet au mois de mai.» déplore Vincent Benard. Il conclut, et nous le rejoignons dans son analyse, c'est tout ce contre quoi nous combattons : «Nous sommes sur la route de la servitude écologique, route dont la destination nous promet misère, oppression, et dévastation.»

Seule 1 % de la population mondiale est responsable de la moitié des émissions de l'aviation

Conception Alvarez 1 décembre 2020 NovEthic.fr/

*L'avion n'est pas ouvert à tous. À en croire une nouvelle étude, publiée en novembre dans la revue **Global Environmental Change**, seulement 1 % de la population mondiale est responsable de la moitié des émissions du secteur. Les Américains arrivent en tête, en voyageant 50 fois plus que les Africains dans les airs.*



15 % des Français n'ont jamais pris l'avion.

On les nomme les "super-émetteurs". Ils ne représentent qu'1 % de la population mondiale mais plus de 50 % des émissions de gaz à effet de serre de l'aviation. C'est une récente étude, publiée dans *Global Environmental Change* (1), qui le révèle. On connaissait déjà le problème des inégalités climatiques mais c'est bien dans ce secteur qu'elles sont le plus marquées. En effet, les classes les plus riches ont 40 fois plus l'occasion de prendre

l'avion que les plus pauvres. Ainsi, un Américain prend cinquante fois plus l'avion qu'un Africain, et un Européen, cinq fois qu'un Asiatique.

Des chiffres qui se vérifient aussi en France, même s'ils datent un peu - la dernière enquête a été menée en 2015-2016 (2). Le profil socio-économique des passagers de l'aérien est sans équivoque : 50 % sont des CSP+ (Classe socio-professionnelle supérieure) tandis que les ouvriers ne représentent que 2 % du panel. Au total, on estime même que 15 % des Français n'ont jamais pris l'avion, contre 89 % au niveau mondial.

"Si nous voulons résoudre le changement climatique, alors nous devrions commencer par le haut, là où quelques super émetteurs contribuent massivement au réchauffement climatique", a déclaré Stefan Gössling, qui a dirigé l'étude. "Les riches ont eu beaucoup trop de liberté pour concevoir la planète selon leurs souhaits. Nous devrions voir la crise comme une opportunité de réduire le système de transport aérien."

Les chercheurs ont estimé le coût des dommages climatiques de l'aviation à 100 milliards de dollars en 2018, soit "une subvention majeure pour les plus riches", selon eux. "Cela souligne la nécessité de scruter le secteur, et en particulier les super-émetteurs." Cet été, après avoir demandé l'interdiction de certains vols intérieurs, les députés François Ruffin (LFI) et Delphine Batho (EDS) ont proposé de mettre en place [des quotas carbone pour chaque Français](#) afin de limiter leurs déplacements en avion. Seuls les vols pour raisons personnels seraient concernés dans un premier temps. Un système jugé plus juste que les taxes qui touchent davantage les plus pauvres.

Concepcion Alvarez [@conce1](#)

(1) Voir l'[étude](#)

(2) Voir les [données](#) pour la France

Le transport aérien ne sera plus jamais le même...

René Rohrbeck Professeur de Stratégie, EDHEC Business School The Conversation December 2, 2020

<Article vide.>



« En 65 jours, le trafic a perdu ce qu'il avait gagné en 65 ans ». Tel était l'accablant [constat](#) que formulait le PDG de Lufthansa, Carsten Spohr, en s'adressant aux actionnaires de la compagnie allemande **le 5 mai** dernier.

Au printemps dernier, le nombre de passagers de Lufthansa n'était que de 1 % par rapport à celui de l'année précédente. Un chiffre qui illustre l'ampleur de la crise, à l'instar des sombres perspectives mondiales pour le

secteur. L'International Air Transport Association (IATA) prévoit ainsi une [baisse de 55 %](#) du nombre de passagers dans le monde par rapport à 2019, incluant les mois où le trafic était encore à un niveau normal.

Malgré cette crise inédite dans son [intensité](#), un avenir sans transport aérien reste impensable. Mais à quoi pourrait-il ressembler après la crise ?



[Organisation de l'aviation civile internationale \(novembre 2020\)](#)

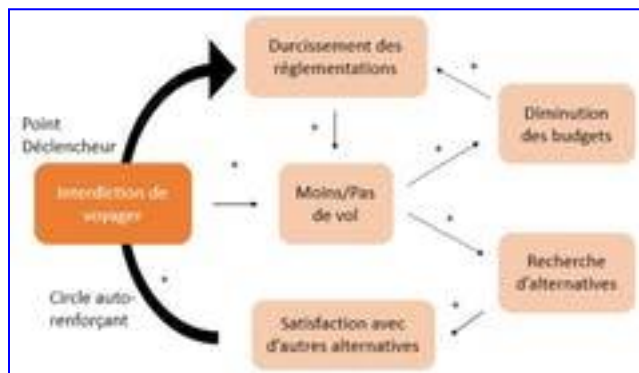
Pour répondre à cette question, l'EDHEC Business School a lancé un projet en septembre 2020 sur l'avenir de l'industrie du transport aérien. Dans le cadre de ce projet, 13 partenaires de l'écosystème du transport aérien utilisent différentes méthodes de prévision pour étudier des scénarios concernant l'avenir de cette industrie. Les partenaires comprennent deux grands aéroports, deux compagnies aériennes internationales, deux fabricants d'avions et d'équipements, une association industrielle, ainsi que des agences de voyages et fournisseurs technologiques.

À titre d'étape intermédiaire, le projet a identifié quatre facteurs qui seront déterminants pour l'avenir du secteur du transport aérien : le voyage d'affaires, la régionalisation des trajets, les réseaux « en étoile » et le *flight shaming* (la « honte de prendre l'avion » pour des raisons environnementales).

[Voyages d'affaires, retour à la normale ?](#)

Perçus par beaucoup comme un moteur essentiel de la croissance économique, les voyages d'affaires bénéficient depuis de nombreuses années de l'aura magique permettant de transformer des réunions physiques dans le monde entier en une opportunité commerciale et économique. Il a également été un moteur de croissance important pour l'industrie aérienne.

Pourtant, il est possible que les voyages d'affaires ne retrouvent plus jamais leur niveau d'avant la crise. Les interdictions de voyage, imposées par les États et les entreprises, peuvent servir de point de départ à un cycle auto-renforçant, que les stratégies recherchent pour identifier les changements exponentiels.



Auteur.

Comme le suggère le diagramme en boucle de rétroaction ci-contre, les interdictions de voyager impliquent moins (ou pas) de vols, ce qui entraîne une diminution des budgets, un durcissement des réglementations en matière de voyage dont beaucoup peuvent prévaloir même après la levée des interdictions de voyager.

Si un tel cycle est arrêté dans les 4 semaines, les nouveaux comportements n'auront pas le temps de s'adapter et le système reviendra généralement à son état initial.

Cependant, plus la situation de crise durera longtemps, plus il sera probable que les changements systémiques deviennent permanents. L'absence de voyages d'affaires et de réunions en face à face a maintenant donné lieu à l'adoption d'alternatives en masse, comme la vidéoconférence, la collaboration virtuelle, les tableaux blancs en ligne, etc. Si ces alternatives sont capables de montrer qu'elles peuvent accroître la productivité, les voyages d'affaires deviendraient une exception pour les réunions, comme c'était le cas il y a 65 ans.

De la mondialisation à la régionalisation ?

Depuis 2005, la mondialisation montre des [signes de ralentissement](#). Les stratégies d'internationalisation des entreprises sont de plus en plus axées sur la réactivité locale et de moins en moins sur le contrôle et la dépendance à l'égard des sièges sociaux internationaux.

Les tensions commerciales mondiales, telles que le conflit entre les États-Unis et la Chine, pourraient contribuer à ralentir les déplacements intercontinentaux. La crise de la Covid-19 pourrait accélérer cette tendance et favoriser le commerce et l'approvisionnement régionaux.



[Organisation de l'aviation civile internationale \(novembre 2020\)](#)

Une étude récente a montré qu'une réponse importante à la crise Covid-19 était la relocalisation des chaînes d'approvisionnement et notamment l'accent mis sur l'utilisation des [écosystèmes régionaux](#). Cette réponse pourrait devenir permanente, renforcée par le faible niveau des voyages internationaux.

Des chiffres récents de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) montrent que si les voyages interrégionaux ont repris, passant d'une moyenne de 250 millions de passagers avant la crise à 100 millions aujourd'hui, le nombre de passagers internationaux quant à lui s'élève [à 20 millions](#), soit bien en dessous des 160 millions d'avant la crise.

La fin du réseau en étoile ?

Il est intéressant de noter que l'impact de la pandémie du Covid-19 a été ressenti différemment par les compagnies aériennes à bas prix (low-cost), comme Ryan Air ou EasyJet, et les compagnies aériennes traditionnelles de réseau (CATR), comme Air France, Lufthansa ou Singapore Airlines.

Les CATR s'appuient sur des plates-formes centrales où les vols court-courriers sont reliés aux vols long-courriers qui, avec leurs avions de plus grande capacité, sont économiquement plus intéressants. Ce modèle, dit

« en étoile » (*hub-and-spoke*), crée également de puissants effets de réseau, permettant aux grandes compagnies aériennes d'atteindre des économies d'échelle et de créer de puissantes barrières à l'entrée pour les nouveaux arrivants.

Ces avantages pour les CATR se font toutefois au prix de l'acceptation des passagers. En effet, ces itinéraires impliquent des correspondances. En temps normal, cela peut être remis en question pour des raisons environnementales et peut être ressenti comme un inconvénient par les passagers. Mais en temps de crise sanitaire, les hubs sont des zones à risque clés dans le voyage du passager, puisqu'il reste difficile de garantir des normes de distanciation sociale dans les aéroports.

L'interdépendance entre les vols court-courriers et les vols long-courriers est également un immense obstacle à la reprise. Pour les CATR, l'absence de vols long-courriers signifie que les vols court-courriers doivent être réduits. L'absence de vols court-courriers rendra alors impossible le remplissage des grands vols long-courriers.

Les compagnies aériennes à bas coûts et à service complet qui exploitent un modèle point à point peuvent être beaucoup plus réactives en ouvrant et en fermant des routes pour répondre à la fluctuation de la demande. La plupart des CART ont pour stratégie de tenir bon et de redémarrer à terme leur modèle hub-and-spoke. Mais pour éviter une panne de leur système de vols long-courriers de ravitaillement, elles doivent maintenir ouvertes les routes qui ne sont pas rentables. Cela les rend, dans la plupart des cas, dépendantes aux aides de l'État. La question est de savoir combien de temps cette stratégie peut être maintenue et combien de temps les contribuables seront prêts à couvrir les pertes.

Il n'est pas étonnant que certaines CATR redécouvrent les voyages de vacances avec leurs offres point à point. « Jamais auparavant nous n'avions inclus autant de nouvelles destinations de vacances dans notre programme. C'est notre réponse aux souhaits de nos clients », explique par exemple Harry Hohmeister, membre du conseil d'administration de la Deutsche Lufthansa AG.

Et qu'en est-il du « flight-shaming » ?

La prise de conscience croissante de l'impact environnemental a conduit à faire naître en Suède un mouvement de *flygskam* (en anglais [*flight shaming*](#)) visant à éviter les voyages en avion qui a désormais largement dépassé les frontières du royaume.

Or, certains signes indiquent également que les mesures liées au confinement, en réponse au Covid-19, ont augmenté l'envie des citoyens d'adopter un mode de vie plus calme. Cela soulève des questions sur le mode de vie cosmopolite que les classes moyennes ont si facilement adopté. Ce point reste aujourd'hui au cœur des préoccupations des acteurs de l'aérien même si son influence réelle sur le comportement des consommateurs reste difficile à mesurer.

En résumé, il ressort de nos travaux que ces quatre facteurs de changement annoncent une transition plus radicale dans le transport aérien que dans d'autres secteurs. S'il faut rester prudent dans les anticipations tant les incertitudes restent importantes, il semble que les scénarios de l'après-Covid se dessineront autour de ces 4 éléments. L'étude de ces différents scénarios possibles fera justement l'objet de la poursuite de notre projet de recherche.

LE « PRODUCTION GAP REPORT »

Posté par Loïc Giaccone 3 décembre 2020

« Encore un rapport complètement imbécile. Pourquoi ? Parce qu'il n'est PAS **inter-disciplinaire**. Que deviendra l'économie si on diminue la consommation de pétrole aussi

radicalement ? De plus, sont-ils ignorants au point de ne pas savoir que c'est « game over » pour le pétrole de schiste ? Que le pic pétrolier est OFFICIELLEMENT arrivé en 2008 ? Et sa production en baisse depuis 2018 ? Etc. »

La deuxième édition du "Production Gap Report", qui étudie l'écart entre la production de combustibles fossiles et les objectifs climatiques, a été publiée : <http://productiongap.org/>

« L'année dernière, le premier Production Gap Report a tiré la sonnette d'alarme sur la déconnexion entre les plans énergétiques des pays et les engagements climatiques.

Le numéro spécial du rapport de cette année constate que la reprise post-COVID-19 marque un tournant potentiel, où les pays doivent changer de cap pour éviter de suivre des niveaux de production de charbon, de pétrole et de gaz bien supérieurs à la limite de 1,5 °C. »

« Eléments clés :

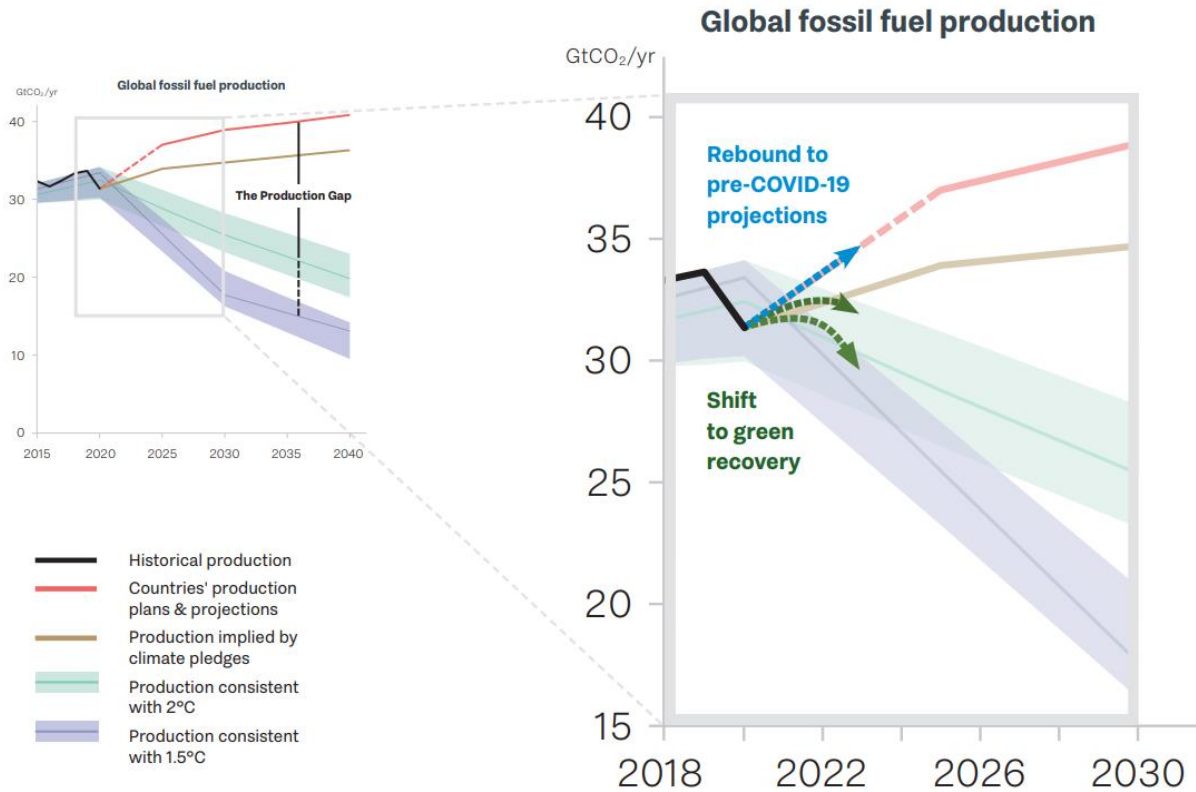
- Pour suivre une trajectoire de 1,5 °C, le monde devra réduire la production de combustibles fossiles d'environ 6 % par an entre 2020 et 2030.
- Les pays planifient et prévoient plutôt une augmentation annuelle moyenne de 2 %, ce qui, d'ici 2030, se traduirait par une production plus de deux fois supérieure à la limite de 1,5 °C.
- Les plans pré-Covid et les mesures de relance post-Covid indiquent que le déficit de production de combustibles fossiles continue de s'accroître au niveau mondial, ce qui entraînera de graves perturbations du climat.
- Jusqu'à présent, les gouvernements ont consacré beaucoup plus de fonds COVID-19 aux combustibles fossiles qu'à l'énergie propre. Les décideurs politiques doivent inverser cette tendance pour atteindre les objectifs climatiques.
- Les pays moins dépendants et disposant de capacités financières et institutionnelles plus importantes peuvent entreprendre une transition juste et équitable de la production de combustibles fossiles le plus rapidement possible, tandis que ceux qui sont plus dépendants et disposent de capacités plus faibles auront besoin d'un soutien international plus important.
- Les décideurs politiques peuvent soutenir une organisée, juste et équitable réduction progressive de la production de combustibles fossiles dans six zones d'action [voir le résumé exécutif pour plus de détails]. »

L'UNEP publiera également très bientôt l'Emissions Gap Report : <https://www.unep.org/emissions-gap-report-2020>

Le post sur le rapport 2019 : <https://www.facebook.com/jeanmarc.jancovici/photos/10158737208587281>

Figure ES.1

The fossil fuel production gap — the difference between national production plans and low-carbon (1.5°C and 2°C) pathways, as expressed in fossil fuel carbon dioxide (CO₂) emissions — will continue to widen if countries return to their pre-COVID plans and projections for expanded fossil fuel production. Alternatively, strong green recovery efforts could put future fossil fuel production on a pathway much closer to Paris Agreement limits.



Votation suisse = irresponsabilité écologique

Par [biosphere](#) 4 décembre 2020

Les entreprises suisses auraient été contraintes de rendre des comptes... ce ne sera finalement pas le cas. [La Suisse a rejeté le 29 novembre 2020](#) une initiative dite sur « les [multinationales responsables](#) » qui souhaitait imposer des obligations légales plus strictes aux entreprises helvétiques en matière de respect des droits humains et des normes environnementales. L'initiative a été approuvée à une courte majorité des voix (50,7 %) mais rejetée par au moins 14 des 26 cantons suisses. Pour être adopté, un texte doit être approuvé à la fois par une majorité de votants et de cantons !

Le texte prévoyait de faire obligation aux entreprises suisses de s'assurer du respect des droits de l'homme et de l'environnement dans leurs activités à l'étranger, dans celles de leurs fournisseurs ou de leurs partenaires commerciaux. Il aurait également permis de forcer les entreprises à répondre d'éventuels manquements devant les tribunaux en Suisse. *Encore une fois les travailleurs donnent raison au pouvoir en place.* Le Conseil fédéral (gouvernement) ainsi que les organisations de défense des entreprises appelaient les électeurs à rejeter le texte, estimant qu'il risquait de nuire aux intérêts économiques suisses. Ceux qui polluent ou violent les libertés fondamentales devraient faire face à leurs responsabilités et en assumer les conséquences. Ce n'est pas le cas en Suisse et ailleurs. En France [l'idée d'un crime d'écocide s'est transformé en simple délit](#).

Nos sommes dans une situation où les ravages que l'humanité fait subir à la biosphère se retournent contre les humains mais où les mentalités restent encore attachées au système croissanciste et au *business as usual*. Nos lendemains vont déchanter, le peuple préfère le court terme du [confort exosomatique](#) au long terme des générations futures.

PAYS HORRIBLE...

3 Décembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND



"Petit souvenir de Cuba juste après les "années spéciales". Tous les gamins vont dans les écoles, il y en a jusqu'au fin fond des campagnes. ok ce sont des écoles primaires mais toutes ont un magnétoscope et des cassettes pédagogiques. d'accord, dans la cour de récré, en campagne le pré qui jouxte l'école, il y a des abris de protection anti aériens, pédagogiques aussi.

j'ai toujours été surpris par le bon niveau scolaire et culturel de la population. Anecdote, je glandouillais sur le port de Cienfuegos quand j'ai été interpellé par un marin pêcheur. le type parlait un français très correct et quand on ne se comprenait pas il maîtrisait aussi l'anglais. j'ai eu quelques belles rencontres comme ça. toujours dans les campagnes (j'y ai passé du temps) on trouve partout des dispensaires. ils sont plutôt gérés par des infirmiers (norme française) mais à Cuba on ne peut pas mourir d'un bête panaris qui s'infecte. j'avais du mal à faire comprendre ça à mes interlocuteurs locaux. Cuba pays pauvre mais médecine bien présente. je n'ai pas visité les hôpitaux, mais l'essentiel c'est que plus de 90 % des pathologies sont traitées. c'est la différence avec un pays sous développé ou ... les USA.

tout ça à l'air d'une belle propagande, mais ce sont des faits, et le régime cubain est critiquable, bien sur."

C'est sûr que le régime cubain est critiquable. Au lieu de "créer" comme aux états, de gros chiffres de pib en facturant 100 000 dollars une appendicite, et compter les très rentables morts [par armes à feu](#), ils se contentent de soigner des panaris.

[Pour parler](#) de la pourriture des gouvernements occidentaux : "*Faire du shopping ne comporte pas de risques quand tout est bien contrôlé. [On a pris cette décision] parce qu'à un moment donné, on devait prendre une décision choc. Il fallait vraiment faire un électrochoc. Il fallait dire clairement 'on bloque'*"

COUPURES D'ÉLECTRICITÉ EN VUE...

3 Décembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND



"[Nous voyons que Fessenheim](#) n'est pas le seul facteur de cette perte de marge, ni même le plus gros facteur."

"La fermeture des autres moyens de production fossile, pour le plus grand bien du climat, est clairement LA cause du manque de marge de cet hiver."

"« oui mais on aurait dû construire plus de nucléaire pour anticiper » et clairement, c'est ce que nous avons voulu faire... mais il ne vous aura pas échappé que le chantier EPR de Flamanville rencontre quelques difficultés et qu'il était dans ces conditions difficiles de lancer de nouvelles constructions qui ne seront de toutes façons pas en service avant 10 ans."

Bref, nous aurons droit, par impéritie, à des coupures d'électricités. Là aussi, la croissance "naturelle" de la consommation électrique, n'a rien de naturel. C'est le résultat d'une politique qui veut que nous consommons toujours plus.

On veut prolonger [nos réacteurs](#) ? Le béton vieillit. Et il vieillit mal. Mais toutes les installations de plomberies (c'est ce qu'est une centrale nucléaire), ça vieillit.

Mais il risque aussi d'y avoir des coupures de pétrole. L'Arabie séoudite, quand à elle, file un mauvais coton. [Aramco distribue](#) des dividendes en s'endettant.

SECTION ÉCONOMIE



Jacques Attali: « Nous ne sortirons plus jamais de l'État d'Urgence ! »

Publié le 4 décembre 2020 à 12:38:37 / 41 commentaires / 4 690 vues

Jacques Attali: « Nous ne sortirons plus jamais de l'État d'Urgence ! » Jacques Attali « Nous ne sortirons plus jamais de l'État d'Urgence ! »... Lire la suite



Le dollar ira, comme la plupart des monnaies papier, dans la même direction que le Bolivar.

Publié le 4 décembre 2020 à 15:30:48 / 0 commentaire / 35 vues

C'est pourquoi l'expansion de la dette et l'impression monétaire vont exploser en 2021. Les banques centrales seront obligées de monétiser pratiquement... Lire la suite



Les problèmes économiques actuels ne sont pas dus au Covid-19, mais à un système financier malade et pourri jusqu'à la moelle.

Publié le 4 décembre 2020 à 14:30:58 / 0 commentaire / 137 vues

Comme le montre le bilan de la Fed ci-dessous, le système financier américain ne peut pas survivre sans l'impression constante de monnaie créée de toutes

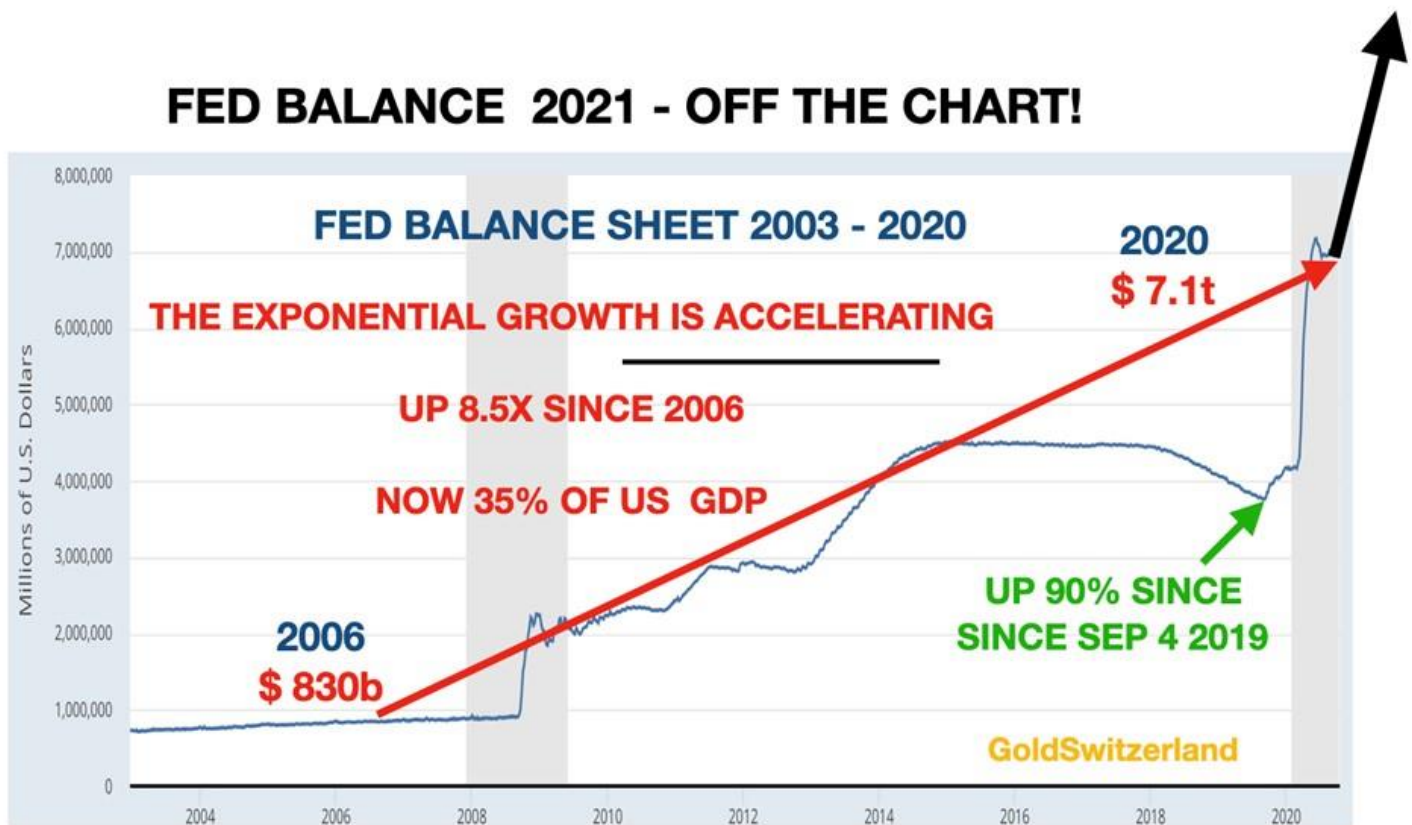
pièces.... Lire la suite

Les problèmes économiques actuels ne sont pas dus au Covid-19, mais à un système financier malade et pourri jusqu'à la moelle.

Source: or.fr Le 04 Déc 2020

Comme le montre le bilan de la Fed ci-dessous, le système financier américain ne peut pas survivre sans l'impression constante de monnaie créée de toutes pièces. Comme je l'ai indiqué [dans de nombreux articles](#), les problèmes actuels de l'économie mondiale ne sont pas dus au Coronavirus, mais plutôt à un système financier malade et à des dettes toujours plus importantes qui maintiennent artificiellement l'économie en vie.

Les derniers problèmes ont commencé en août – septembre 2019 lorsque la BCE et la Fed ont réaffirmé qu'elles feraient « *tout ce qu'il faut* » pour sauver le système financier. Elles ont donc inondé le système d'argent, provoquant une flambée des bilans de toutes les banques centrales.



Le bilan de la Fed est passé de 3 700 milliards \$ en septembre 2019 à 7 100 milliards \$ aujourd'hui. Avec la multiplicité des problèmes aux États-Unis, le nouveau président dirigera une économie qui verra la dette et

l'impression monétaire exploser. J'avais annoncé lors de l'élection de Trump que la dette américaine atteindrait 40 000 milliards \$ fin 2024, lorsque le prochain mandat présidentiel commencera. Mais vu l'argent nécessaire pour sauver le système financier et l'économie américaine, il est quasiment garanti que la dette sera nettement plus élevée que 40 000 milliards \$ dans 4 ans.

Mais ce n'est pas uniquement un problème américain. **Le monde entier a connu une explosion de la dette bien avant que l'on entende parler du Covid-19. Il ne s'agit pas seulement d'une explosion de la dette, mais d'un système financier mondial qui est pourri jusqu'à la moelle.**

« Trump va-t-il suspendre le processus de désignation du nouveau président ? »

par [Charles Sannat](#) | 4 Déc 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Il y a quelques jours je vous annonçais la détection d'un risque majeur, un « Cygne noir », un évènement extrême aux conséquences considérables.

C'était le 23 novembre dernier comme vous pourrez le vérifier en retrouvant l'article ci-dessous ainsi que la vidéo que j'avais consacrée à ce sujet très important.

Nous sommes le 03 décembre au soir lorsque j'écris ces lignes.

Hier il s'est passé des choses. Il y a ce que vous entendez dans les médias, et ce qu'il se passe vraiment et que vous pouvez aller vérifier par vous-même et surtout analyser par vous-même pour vous forger votre « intime conviction ».

Trump a parlé et posté une vidéo de 46 minutes.

Trump un discours qui fait froid dans le dos

Il commence ainsi.

« C'est sans doute le discours le plus important que je n'ai jamais fait.

Je veux vous apporter des nouvelles sur nos efforts pour mettre au grand jour la fraude électorale et les irrégularités qui ont eu lieu pendant notre jour d'élection....

Comme président je n'ai pas de devoir plus élevé que celui de défendre les lois et la Constitution des Etats-Unis, c'est pourquoi je suis déterminé à protéger notre système électoral qui est désormais la victime d'un assaut coordonné et assiégé.

Nous avons expliqué pendant des mois qu'il allait y avoir des problèmes et qu'il faudrait des semaines et sans doute des mois avant de déterminer qui avait gagné.

Le processus constitutionnel doit être autorisé à se poursuivre. Nous allons défendre l'intégrité du vote en s'assurant que chaque bulletin de vote légal soit compté et qu'aucun bulletin de vote illégal ne soit compté.

Il ne s'agit pas des votes des 74 millions d'Américains qui ont voté pour moi, il s'agit de la confiance des Américains dans cette élection et dans toutes les futures élections. »

Ces mots sont une déclaration de guerre.

Assaut coordonné.

Etat de siège.

Fraude massive.

Devoir le plus haut ? Défendre la Constitution...

Détermination.

Cela ne ressemble en aucun cas au discours d'un président sur le départ et qui se préparerait à revenir en 2024 pour les prochaines élections et retenter sa chance dans le cadre d'une démocratie « fair-play ».

Cela ressemble au discours d'un Président qui va déclarer une Urgence Nationale, et ouvrir la boîte de Pandore.

D'ailleurs Laurence Haim correspondante française aux Etats-Unis et pas franchement adepte du complotisme ni du trumpisme ne s'y trompe pas avec ce tweet assez laconique et très factuel. Elle est la seule journaliste à avoir pointé de manière chirurgicale, synthétique et factuelle l'importance du discours de Trump d'hier.

Si Trump va jusqu'au bout, alors la déflagration sera saisissante !

Je ne sais pas ce qu'il va se passer et je ne suis ni pour ni contre, j'observe et pour le moment l'hypothèse du Cygne Noir que je soulevais dès le 23 novembre prend de plus en plus d'épaisseur sans pour autant devenir une certitude.

Si Trump va jusqu'au bout, cela implique qu'il déclarera une urgence nationale, qu'il organisera des enquêtes. Sans doute essaiera-t-il d'obtenir l'accord de la Cours Suprême des Etats-Unis pour suspendre la proclamation des résultats et enquêter le temps nécessaire à la préservation de l'intégrité du vote.

Vous lirez ces lignes le 4 décembre. 10 jours avant la date fatidique du 14 décembre jour de la réunion des grands électeurs.

Il se pourrait bien, que le monde soit saisi d'effroi lorsque Donald Trump, un semaine avant, disons le 7 décembre annoncera la suspension du processus de désignation du nouveau président des Etats-Unis.

Vous me direz, mais il n'a pas le droit de faire cela.

Je vous dirais que le cadre pour le faire existe depuis le 12 septembre 2018 !

Ordre Exécutif sur l'imposition de certaines sanctions en cas d'ingérence étrangère dans une élection aux États-Unis

Vous pouvez aller vous « amuser » à lire ce texte directement sur le site de la Maison-Blanche ici [Whitehouse.gov](https://www.whitehouse.gov)

Ce texte détaille avec une très grande précision ce qui sera fait pour enquêter et prouver une fraude massive lors d'élections aux Etats-Unis.

Ces enquêtes ne seront pas confiées au Département de la Justice (largement corrompu) mais... comme le dit la section 1 de cet ordre exécutif :

« Au plus tard 45 jours après la conclusion d'une élection aux États-Unis, le directeur du renseignement national, en consultation avec les chefs de tout autre département exécutif et agence (agence) approprié, procède à une évaluation de toute information indiquant qu'un gouvernement étranger, ou toute personne agissant en tant qu'agent ou au nom d'un gouvernement étranger, a agi avec l'intention ou le but d'interférer dans cette élection. L'évaluation doit identifier, dans toute la mesure possible, la nature de toute ingérence étrangère et les méthodes employées pour l'exécuter, les personnes impliquées et le ou les gouvernements étrangers qui l'ont autorisée, dirigée, parrainée ou soutenue. Le directeur du renseignement national remet cette évaluation et les informations justificatives appropriées au président ».

Nous allons être rapidement fixé.

Les grands électeurs doivent se réunir dans 10 jours.

Si Trump veut s'y opposer réellement et aller jusqu'au bout de la défense de la Constitution des Etats-Unis d'Amérique, alors, il déclarera une urgence nationale largement avant le 14 décembre. La logique voudrait qu'il le fasse environ une semaine avant ce qui nous amènerait à la date théorique du 7 décembre.

Le lundi 7 décembre.

Une date parfaite pour un Cygne Noir qui provoquera un lundi noir historique et la sidération du monde entier.

Je viens de vous exposer une hypothèse crédible issue d'une analyse et en aucun cas une vérité absolue. Mais, j'en profite pour vous informer que je n'ai plus d'actions en bourse. J'ai vendu mes bonnes actions Air Liquide. Mon petit doigt me dit que cette année 2020, assez particulière risque de finir en « apothéose ». Il y a sur les niveaux actuels de valorisation plus de coups à prendre que de coups à donner.

Pour ceux qui veulent aller plus loin, qui veulent comprendre les conséquences qu'implique une telle situation (et comment s'en prémunir), c'est le moment de lire le Flash Stratégie « la 2ème révolution américaine », en investissant dans [un abonnement à la lettre Stratégies ici](#) ou en cliquant sur l'image ci-dessous.

Comme le 7 sera lundi prochain, nous vivons peut-être nos dernières heures avant un évènement majeur et d'ampleur historique.

Bon week-end!

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Le contraire de l'apocalypse
rédigé par [Bruno Bertez](#) 4 décembre 2020

Nous prenons quelques risques, et faisons une prédiction audacieuse pour l'économie et les marchés. En résumé : vive la crise !



Je soutiens que la crise sanitaire a été une aubaine pour les élites.

C'est audacieux, c'est cynique mais c'est objectif. Peu importe les perceptions et les interprétations, la réalité est là : la crise pandémique, crise exogène tombée du ciel, a permis aux élites de prendre des mesures monétaires et financières exceptionnelles. Elle leur a ainsi permis de faire l'économie de la crise financière colossale qui menaçait depuis septembre 2018.

Ne me faites surtout pas dire ce que je ne dis pas.

La crise n'a pas été voulue, complotée ; elle a simplement été mise à profit, une opportunité a été saisie. « *You never want a serious crisis to go to waste* » a dit un jour le démocrate Rahm Emanuel, un proche d'Obama. Ne gaspillez jamais l'opportunité que vous offre une crise grave !

Une crise inverse de celle de 2008

La crise mondiale pandémique de 2020 est-elle différente des précédentes [crises du capitalisme](#) ? Oui et non.

Oui car elle a augmenté considérablement le risque de révolte du crédit mondial pendant quelques jours – et non parce qu'elle a permis de justifier l'injection d'une masse colossale de monnaie, de liquidités, de crédit gratuit, qui a noyé dans l'œuf ce risque de crise.

Alors que le sinistre sanitaire fait rage, le monde financier n'a jamais été aussi sûr, aussi « prospère » et autant assuré de stabilité.

Les [inquiétudes pour la stabilité financière](#) qui étaient latentes depuis deux ans sont oubliées.

La raison ? Les autorités « se sont lâchées », elles ont surréagi afin de soigner en même temps le sanitaire et la finance.

[Le repli de l'or](#) est là pour en témoigner et l'illustrer. La hausse des taux qui est en cours prouve que les perspectives s'améliorent. Les anticipations d'inflation à cinq ans n'ont pas été aussi hautes depuis longtemps. Les gouvernements garantissent les crédits des banques, ce qui débloque la situation et améliore la transmission.

En Europe, la crise sanitaire a fait sauter le verrou allemand.

Pain béni

Je soutiens, car j'ai le goût du paradoxe, que cette crise sanitaire a été, est, pain béni car elle a autorisé ce qui ne l'était pas avant. Elle a autorisé, sous l'effet de choc et de peur, ce que jamais on n'aurait pu faire passer.

Elle a débloqué la situation budgétaire, a fait sauter toutes les règles de prudence – et on s'achemine vers une explosion des dépenses financées par l'impression de monnaie. Mieux encore, la crise et le choc qu'elle a produit vont selon toute probabilité transformer la monnaie zombie, la monnaie en réserve en monnaie vivante et nous éloigner des précipices.

Je dis bravo les artistes !

N'oubliez pas, soyez lucides, la chute de la production, du commerce, de l'investissement et de l'emploi dans le monde n'a pas commencé par un krach financier ou boursier, qui aurait ensuite conduit à un effondrement de l'investissement, de la production et de l'emploi. Pas du tout. C'est le contraire.

Il y a eu effondrement de la production et du commerce, forcé ou imposé par des verrouillages pandémiques, ce qui a ensuite conduit à une énorme chute des revenus, des dépenses et du commerce.

La crise a commencé par un choc exogène, suite à quoi les verrouillages ont conduit à un « choc d'offre », puis à un « choc de demande ». Je soutiens que ce choc exogène a permis d'éviter un terrible choc endogène !

Il n'y a pas eu de choc financier. Pas de choc endogène.

Pas d'effondrement en vue

Au contraire, les marchés boursiers et obligataires des principaux pays sont à des niveaux records. La raison est claire. La réponse des principales institutions monétaires nationales et des gouvernements a été d'injecter des milliers de milliards de monnaie/crédit dans leurs économies pour soutenir les banques, les grandes entreprises et les plus petites ; elles ont aussi envoyé des chèques à des millions de chômeurs et/ou de travailleurs licenciés.

La taille de ces largesses, financées par « l'impression » de monnaie par les banques centrales, est sans précédent dans l'histoire du capitalisme moderne.

Cela signifie que, contrairement à la situation au début de la Grande récession en 2008, les banques et les grandes institutions financières ne sont pas du tout proches de l'effondrement.

Les bilans bancaires sont plus solides qu'avant la pandémie. Les bénéfices financiers sont en hausse. Les dépôts bancaires ont explosé à mesure que les banques centrales augmentent les réserves des banques commerciales et que les entreprises et les ménages accumulent des liquidités, étant donné que les investissements ont cessé et que les ménages dépensent moins.

Selon l'OCDE, les taux d'épargne des ménages ont augmenté de 10% à 20% pendant la pandémie. Les dépôts bancaires des ménages ont explosé.

Les liquidités des sociétés non financières ont augmenté grâce à des prêts bon marché ou sans intérêt garantis par le gouvernement. Les grandes sociétés émettent encore plus d'obligations, le tout encouragé et financé par des programmes parrainés par le gouvernement.

Les impôts ayant également été reportés puisque les entreprises sont bloquées, elles accumulent à nouveau encore plus de liquidités. Les reports d'impôt équivalent à 13% du PIB en Italie et à 5% du PIB au Japon, selon l'OCDE.

Le cycle d'expansion et de ralentissement de la production et de l'investissement capitalistes est souvent déclenché par un krach financier, soit dans le système bancaire (comme en 2008), soit dans le monde du « capital fictif » des actions et des obligations (comme en 1929).

Je soutiens que cette fois, une crise, la crise sanitaire et son traitement cynique peuvent provoquer le contraire d'un ralentissement c'est-à-dire une expansion... non contrôlée.

Le seul risque à cette prévision qui est le contraire d'apocalyptique, c'est la stupidité, la bêtise : les grands prêtres pourraient très bien prendre peur face aux forces qu'ils ont libérées et vouloir les contrôler trop tôt.

C'est cela qu'il convient de surveiller – mais nous avons le temps de voir venir et de nous préparer.

Nouveau président, nouveau gouvernement... et toujours la même histoire

rédigé par [Bill Bonner](#) 4 décembre 2020

Malgré les promesses de « diversité » de la part de Joe Biden, les membres du nouvel exécutif américain sont tous faits du même bois...



M. Biden a juré qu'il y aurait plus de « diversité » dans son cercle de collaborateurs. « Cela ressemblera », dit-il, « aux Etats-Unis eux-mêmes ».

Il y aura plein de femmes, nous assure-t-il... mais aussi des « personnes de couleur ».

Avec Mme Tanden – une personne qui ne fait pas l'unanimité, [c'est le moins que l'on puisse dire](#) –, on a deux pour un : ses parents sont des immigrants venus d'Inde. Elle est aussi, selon de nombreuses sources, pas très agréable. Peut-être que cela devrait aussi compter comme de la « diversité » ? Un groupe vraiment varié comporte inévitablement un ou deux crétins.

Mme Tanden ne connaît rien à l'économie. Cela fait d'elle un membre de la majorité du public.

Qui plus est, dans un empire corrompu et [en route pour l'enfer](#), l'ignorance fait partie du descriptif de poste. Quiconque a un peu de jugeote tenterait de faire faire demi-tour au navire... ou au moins de le ralentir.

Avec Cecilia Rouse, le choix de Biden pour prendre la tête de la Commission des conseillers économiques, on a aussi « deux pour un ». Et comme Mme Yellen, c'est une universitaire qui s'y connaît en politique scolaire.

Il y a aussi Adewale « Wally » Adeyemo, qui rejoindra Mme Yellen en tant que secrétaire adjoint au Trésor US. Il a l'intention de remodeler l'économie de manière à ce qu'elle « donne aux gens une chance quand ils en ont le plus besoin ». Il déclare que c'est « une leçon qu'il a apprise de [ses] parents ».

Qu'est-ce que cela signifie en termes de politiques économique ? Nous n'en avons pas la moindre idée. Comme Tanden, Adeyemo est avocat, aussi ingénu en matière d'économie de libre-échange qu'un crapaud-buffle en matière de théorie de l'évolution.

C'est la diversité – et non la compétence – qui compte désormais.

Un objectif idiot

Attendez un peu... de quelle diversité parle-t-on ?

Près de la moitié des électeurs américains se sont prononcés en faveur de Donald Trump, mais il n'y aura pas de casquettes rouges dans le groupe.

Un tiers de la population américaine est obèse... mais il n'y aura pas de gens vraiment gros dans l'équipe Biden.

Selon un sondage mené cet été, 56% des Américains pensent que le pays est « raciste ». Qui représente les racistes dans la *team* Biden ?

La moitié de la population américaine a un QI sous les 100. Il y aura certes abondance d'idiot dans l'exécutif US... mais peu d'entre eux auront un QI inférieur à 100.

La « diversité » est un objectif idiot. Les restaurants japonais serviraient-ils de meilleurs sushis s'ils avaient plus de cuisiniers italiens ? La Cour suprême fonctionnerait-elle mieux avec plus de membres dyslexiques, psychopathes et fous à lier ?

Pourquoi nous soucier de savoir si le pâtissier est un homme ou une femme ? Tout ce qui nous importe, ce sont les choux à la crème.

Voudrions-nous vraiment un dentiste « divers » pour nous fraiser les dents ? Voulons-nous des chauffeurs de bus aveugles... des rédacteurs analphabètes... ou des joueurs de basket de petite taille – simplement pour des raisons de diversité ?

Une étiquette bien pratique

La « diversité » n'est qu'une pièce de l'escroquerie. C'est-à-dire qu'en choisissant des femmes et des « personnes de couleur », Joe Biden peut prétendre représenter la classe des « victimes »... alors qu'il n'en a strictement rien à faire.

L'étiquette « de couleur » est particulièrement utile à cet égard. Elle permet à des gens qui ont passé toute leur vie sur la voie rapide – les meilleures écoles, les meilleurs emplois, les fêtes les plus folles – de se faire passer pour des *outsiders* qui portaient perdants. Tanden et Adeyemo, par exemple, ont tous deux fait leur droit à Yale.

Cette histoire n'est qu'une fraude.

Les hommes (et femmes) de main de M. Biden sont tous faits du même bois – l'élite intelligente, mince, riche et sournoise du [Deep State](#). Ils pensent tous la même chose. Ils voudront aussi tous les mêmes choses – du pouvoir et de l'argent.

Ces dernières années, un nouveau président amenait avec lui une nouvelle équipe. Reagan, par exemple, avait ses Californiens de confiance. Avec Carter, on a eu du sang neuf originaire du sud. Même Donald Trump a ramené Scaramucci, Giuliani et d'autres dépravés new-yorkais.

L'équipe de M. Biden, en revanche, n'aura pas besoin de camions de déménagement. Ils sont déjà chez eux à Washington DC. Ils vivent [dans le marigot](#) depuis si longtemps qu'ils ont désormais les pieds palmés.